

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 435 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire :
5FF, 30FB, 3FS, 3000LI, 100Pts
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire :
25FF, 140FB, 10FS, 5000LI

- Il comunista -
Journal bimestriel en Italien
Un expl: 10FF, 40FB, 5FS, 2000LI
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 435
Fév.-Mars-Avril -1996
33^e année

DANS CE NUMERO

-Les patrons et les luttes ouvrières
-Le CCI contre les grèves
-Lutte quotidienne et émancipation du prolétariat
-Exploitation impérialiste et répression au Nigéria (Fin)
-Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde: Roumanie

La réforme de Chirac: Armée réduite, militarisme augmenté !

La décision annoncée en grande pompe par Chirac d'abandonner la conscription et d'aller vers une armée de métier est l'aboutissement d'une évolution en cours de longue date non seulement chez les militaires - qui étaient nombreux à plaider depuis longtemps pour cette solution - mais aussi parmi les cercles bourgeois dirigeants, inquiets à la fois du poids croissant du budget militaire à une époque de vaches maigres, et du manque de souplesse et d'efficacité de l'armée. On peut constater l'ampleur de cette évolution au fait que la plupart des partis politiques ont approuvé l'initiative gouvernementale. Il n'y a guère eu que le PCF, Chevènement, une poignée de militaires et quelques trotskystes pour se lamenter de la disparition de la conscription et de l'abandon du «principe républicain» de la «nation en armes». Disons tout de suite que ce fameux principe républicain est intégralement bourgeois et que, contrairement à ce que prétendent les démocrates, l'armée de conscription n'a jamais empêché les aventures militaires, les guerres impérialistes ou coloniales les plus meurtrières ni les coups d'Etat. Au contraire il a toujours donné, et il donnera demain lorsque le besoin s'en fera sentir à nouveau, la quantité nécessaire de chair à canon docile entre les mains des hiérarchies militaires.

A BAS L'ARMEE BOURGEOISE

Le principe marxiste est celui de la classe en armes, c'est-à-dire de l'armement du prolétariat et de l'armée de classe pour faire la révolution, défendre la dictature du prolétariat et

(Suite en page 4)

Après les grèves de cet hiver Préparons les luttes à venir!

Les grèves de novembre-décembre, le mouvement le plus important du prolétariat français depuis la grève générale de mai-juin 68, se sont donc terminées sur un recul partiel du gouvernement: les régimes spéciaux de retraite des fonctionnaires sont maintenus, les allocations familiales ne sont pas touchées, le contrat de plan de la SNCF est annulé. Après des décennies de défaites, de paralysie et de repli sur soi, qu'un mouvement inter-catégoriel de cette ampleur ait pu avoir lieu et qu'il ne se soit pas terminé par une défaite en règle, c'est là un premier résultat qu'il est difficile de surevaluer. Bien plus que les acquis concrets arrachés par la lutte, le plus important est le retour spontané à des méthodes prolé-

LE VÉRITABLE ACQUIS DES LUTTES EST L'UNION GRANDISSANTE DES TRAVAILLEURS

Le trait le plus positif de ce mouvement, qui a été le vrai secret de sa force et qui doit devenir un acquis pour les luttes futures, a été la tendance généra-

le à s'affranchir des barrières corporatistes et des limites d'entreprise ou d'administration et à s'étendre à tous les secteurs. A la SNCF les conducteurs, qui ont été le fer de lance du mouvement, ont pris soin de ne pas tomber dans le travers de la grève de 86: à l'époque ils avaient cru trouver leur force en s'organisant en coordina-

riennes de lutte: déclenchement de grèves sans limitations de durée, délégations massives de grévistes vers d'autres entreprises ou administrations pour les inciter à entrer en grève, Assemblées Générales des grévistes qui dans de nombreux cas étaient ouvertes à des délégations de travailleurs d'autres entreprises ou se transformaient même en AG inter-sectorielles, mise en place de piquets de grève, occupation des lieux de travail, blocage des aiguillages, des dépôts de trains ou de bus (parfois mis hors service), manifestations massives, jusque dans les plus petites villes, qui devenaient des points de ralliement des grévistes et des points d'appui pour la poursuite et l'extension du mouvement, etc.

tions de manière autonome dans leur catégorie. Sans doute en s'appuyant sur la communauté la plus étroite d'intérêts qui réunit les conducteurs, il leur avait été plus facile de surmonter les manoeuvres syndicales et de s'organiser indépendamment d'eux. Mais

(Suite en page 2)

ALGERIE:

Le rideau de fumée électoral n'a pu camoufler longtemps le dilemme: lutte ouvrière ou misère capitaliste

Les élections présidentielles de novembre ont été sans conteste une grande victoire pour les autorités algériennes. Le FLN et le FFS, signataires des accords de Rome (accords signés aussi par le FIS et qui appelaient le pouvoir à la négociation avec les islamistes), avaient décidé de boycotter ces élections, ce qui risquait de les vider de leur

sens: ces deux partis étaient en effet, avec le FIS dissous, les formations politiques qui avaient obtenu le plus de suffrages lors des élections de 91 annulées par le coup d'Etat militaire. Les islamistes appelaient également au boycott, avec menaces de représailles pour ceux qui participeraient au vote.

Malgré tout le pouvoir a réussi son pari; même si les chiffres officiels de la participation et du nombre de suffrages obtenus par le candidat militaire (Zéroual) sont peu crédibles (75% de participation, plus de 60% des voix pour Zéroual), il est indéniable que les électeurs en Algérie, après ceux en France, se sont déplacés nombreux pour aller voter. Les autorités avaient bien préparé leur affaire. Des candidats d'opposition avaient été autorisés pour donner de la crédibilité au scrutin en attirant les électeurs des partis boycottants: le parti berbère RCD de Saïd Sadi (qui a toujours été proche des cercles militaires) rêvait ainsi de récupérer le poids électoral du FFS, tandis que les «islamistes modérés» de Nahah (le Hamas) avait le même objectif par rapport au FIS. La candidature de l'ancien premier ministre Redha Malek qui aurait pu attirer les caciques du FLN et certains clans de l'armée avait par contre été écartée. La censure et les menaces sur la presse s'étaient renforcées tandis qu'une impressionnante mobilisation militaire (le chiffre de 300.000 hommes a même été avancé) avait pour but

de donner un sentiment de sécurité aux électeurs. Ce sentiment de sécurité a été renforcé par une trêve des attentats, sans que l'on puisse connaître les raisons de celle-ci.

Appelés à s'exprimer directement et «librement» pour la première fois depuis le coup d'Etat, les électeurs algériens ont répondu positivement, légitimant le pouvoir en place qui a pu ainsi effacer en quelque sorte les élections avortées de 91 remportées par le FIS. Il est probable que les promesses d'une amélioration de la situation, tant pour ce qui est des conditions matérielles de vie que pour ce qui est de la guerre civile larvée et de la répression, ont compté pour beaucoup dans ce vote. La télévision et les journaux n'ont pas cessé de faire état de succès militaires dans la chasse aux maquis islamistes et de redditions continuelles aux autorités de repentis, tandis que les rivalités entre groupes islamistes se sont soldées par de nombreux assassinats. Les promesses d'organiser rapidement des élections législatives et d'aller vers une politique de réconciliation ont aussi sans aucun doute séduit une partie non

négligeable de l'électorat en faisant miroiter une issue sans douleurs au blocage politique actuel. Les promesses d'amélioration de la situation des masses, que ce soit par le retour de la manne pétrolière ou par de futurs résultats positifs d'une nouvelle politique économique, ont probablement joué aussi. Enfin n'oublions pas le réflexe nationaliste anti-français que le pouvoir - pourtant soutenu par l'impérialisme tricolore ! - a su habilement faire jouer en sa faveur en refusant sèchement de rencontrer Chirac à l'occasion des cérémonies d'anniversaire de l'ONU à New-York. Mais une fois passées les élections, le rideau de fumée s'est inévitablement peu à peu dissipé pour laisser place à une réalité bien différente.

Le «bon» déroulement des élections a ébranlé les forces de l'opposition bourgeoise et petite-bourgeoise, inquiètes de se voir marginalisées et écartées d'une éventuelle recomposition politique. Les premiers signes sont venus du... FIS dont les représentants à l'étranger ont reconnu la légitimité acquise

(Suite en page 8)

Après les grèves de cet hiver Préparons les luttes à venir!

(Suite de la page 1)

l'échec de cette grève leur a fait comprendre qu'un mouvement seulement catégoriel est insuffisant pour faire face à une attaque patronale de grande ampleur. Les conducteurs grévistes de 95 se sont donc employés avec succès à généraliser la grève à toute l'entreprise (et au delà de l'entreprise). Quand le gouvernement a tenté de briser l'unité des grévistes de la SNCF en accordant des concessions aux seuls *roulants*, ces derniers ont continué sans hésiter la grève pour que ces concessions soient étendues à tous les travailleurs de la SNCF, et une fois ceci obtenu, tous les travailleurs de la SNCF ont poursuivi la grève pour ne pas briser le mouvement d'ensemble et en espérant qu'il trouve dans ce premier recul gouvernemental un point d'appui pour s'élargir enfin au privé.

A la différence de 1986, les grévistes étaient bien conscients dès le début que s'ils voulaient avoir une chance de faire reculer un gouvernement qui affirme haut et fort qu'il ne cédera pas, il fallait à tout prix étendre le mouvement; à toute l'entreprise d'abord: les premiers grévistes, minoritaires, font le tour des services pour faire débrayer les travailleurs. A l'exception du personnel d'encadrement, ce sont pratiquement tous les salariés, d'abord hésitants devant une épreuve de force qui risque d'être longue et hasardeuse, et malgré le souvenir de la défaite de 1986, qui basculent dans la grève en l'espace de quelques jours. Cette unité qui fait s'évanouir les vieux réflexes corporatistes durera pendant tout le mouvement; des Assemblées générales intersectorielles se tiennent tous les jours dans les gares et les centres de triage pour voter la poursuite de la grève. Les piquets de grève et l'occupation jour et nuit des points stratégiques sont organisés pour empêcher toute circulation de trains. La puissance de la grève peut se constater au simple fait que pendant tout le mouvement aucun train ne circulera dans le pays, à l'exception de 2 ou 3 trains quotidiens de la ligne du tunnel sous la Manche (société mixte franco-anglaise, distincte de la SNCF) circulant avec beaucoup de retard en raison de l'obstruction des piquets de grève. Puis ces trains eux-mêmes s'arrêteront lorsque les syndicats finiront par donner leur accord à l'occupation du centre de contrôle.

LES EFFORTS SPONTANÉS D'EXTENSION DE LA GRÈVE

Mais les grévistes les plus conscients savaient que s'ils peuvent paralyser l'activité économique du pays, ils ont besoin pour vaincre de l'extension de la grève aux autres travailleurs. En se lançant dans la grève ils ne mettent pas en avant des revendications qui leur sont propres - ce seront les syndicats qui placeront au premier plan ces revendications: maintien du statut, non au contrat de plan, défense du service public, etc. - même si, bien sûr, ces thèmes sont présents, mais la revendication centrale du retrait du plan Juppé. Dès les premiers jours, spontanément, ils organisent l'envoi de délégations massives de travailleurs en direction des entreprises proches, et avant tout en direction des autres administrations de la Fonction Publique: R.A.T.P. (bus et métros de la région parisienne), Poste, EDF (Electricité de France), mais

aussi des grandes entreprises privées. Le renfort des grévistes cheminots permet ainsi aux premiers grévistes de la RATP d'étendre le mouvement à tout le réseau. Là aussi en quelques jours le blocage devient total; les dépôts de bus sont occupés, les piquets de grève mis en place le plus souvent: plus aucun métro, ni bus, ni trains de banlieue circulant, la région parisienne se transforme peu à peu en un gigantesque embouteillage permanent.

Ce phénomène se répétera en province et au fil des jours la grève va s'étendre à la Poste, d'abord essentiellement aux centres de tri où les conditions de travail sont les plus proches de celles en usine, puis aux agences locales. La direction de la Poste met rapidement en place des centres de tri parallèles, souvent avec des chômeurs recrutés à la hâte, pour éviter le blocage du courrier. En divers endroits des commandos de grévistes font la chasse à ces centres parallèles, quand ils ne sont pas protégés par la police, ou interceptent les camions qui y livrent le courrier. Dans quelques cas les postiers grévistes ont cependant repris momentanément le travail pour assurer le versement des mandats aux chômeurs. Il faut cependant reconnaître que la grève n'arrivera pas à devenir complète à la Poste et aux Télécoms. L'une des raisons est qu'une partie importante du personnel est constitué de travailleurs temporaires sous contrats qui sont absolument à la merci de la direction.

On touche là une des faiblesses du mouvement: pour s'élargir encore, y compris dans la Fonction Publique, et pour empêcher que les travailleurs temporaires soient utilisés comme jaunes, il aurait fallu mettre en avant des revendications intéressant la grande masse de ces travailleurs hors statut, à temps partiel ou à contrat à durée déterminée: régularisation, embauche à temps plein, etc. Cela a été fait, mais de manière exceptionnelle, dans certains centres de tri, qui ont aussi refusé par la suite les heures supplémentaires pour obliger les directions à embaucher au moins temporairement du personnel. C'est la démonstration que la chose n'avait rien d'utopique, mais aussi qu'il manquait une organisation pour propager et généraliser ces initiatives.

A EDF la grève va toucher à peu près tous les centres de production: centrales thermiques, centrales hydro-électriques, centrales nucléaires (y compris le surgénérateur «Super Phénix», orgueil du lobby nucléaire français!). Des piquets de grève sont mis en place, les représentants de la direction sont exclus des postes de commande des centrales. Il n'y a pratiquement pas de coupures de courant «sauvages» mais seulement des baisses de production; depuis les années soixante-dix où la police avait attaqué les centrales occupées par les grévistes pour rétablir l'électricité, les syndicats font en sorte qu'il n'y ait plus de grève totale de production du courant, car cela mettrait l'économie du pays à genoux en quelques jours. Cependant ces baisses de production gênent sérieusement EDF en l'obligeant à importer du courant de l'étranger. Spontanément les grévistes en de nombreux endroits basculent le courant électrique sur le «tarif nuit» pour les quartiers populaires; en outre le courant est parfois coupé à de grandes entreprises (Dassault) ou à des journaux réactionnaires (dans l'Ouest, en protestation à une campagne de presse

contre la grève des éclusiers qui avait abouti à l'attaque des piquets de grève de ces derniers). En réaction la direction d'EDF déféra systématiquement des grévistes devant les tribunaux sous une procédure d'urgence, en invoquant le risque qu'ils feraient courir à la sécurité des centrales nucléaires. Mais cette manœuvre se retournera contre la direction, tous les tribunaux saisis, siégeant sous la pression des manifestants, décidant prudemment de rejeter ses demandes!

Dans l'enseignement, comme dans les administrations, la grève sera diversifiée suivie. A l'occasion des manifestations qui se succèdent en moyenne tous les deux jours et parfois plus, le nombre de grévistes est important et croissant, mais la grève ne devient illimitée que dans certaines catégories et pour une période relativement brève: les catégories les plus mal payées ou les plus prolétariennes (instituteurs, travailleurs des imprimeries nationales, fonctionnaires des Ponts et Chaussées, etc.).

L'extension au secteur privé et la transformation de la grève en grève générale a été sans aucun doute espérée par de nombreux grévistes. Pour faciliter cette extension et pour répondre à la propagande bourgeoise selon laquelle ce mouvement est un mouvement de «privilegiés» qui veulent défendre leurs injustes privilèges, les grévistes ont parfois avancé la revendication - absolument pas reprise officiellement par les syndicats - de retour aux 37,5 années de cotisation pour tous les travailleurs, qu'ils soient du privé ou du public. Dans un climat général de compréhension et de soutien de la grève, de nombreux débrayages ont lieu dans les grandes entreprises privées à l'occasion des journées de manifestation et après la visite de délégations de grévistes. La participation de chômeurs aux manifestations est parfois particulièrement importante, comme ce fut le cas à Marseille. En général le nombre croissant de participants aux manifestations, jusque dans les plus petites villes, va de pair avec une généralisation des contacts entre prolétaires en lutte par delà les divisions catégorielles et corporatistes. C'est là un phénomène qui n'existait pas, ni lors de la grève de la SNCF de 86 et des mouvements qui l'ont suivie, ni même lors de la grève générale de mai-juin 68 où l'opportunisme «emprisonnait» les prolétaires dans leurs usines occupées respectives.

A Rouen, l'A.G. quotidienne des grévistes de la SNCF (qui se conclue chaque fois par le déclenchement des sirènes, entendu dans toute la ville, lors du vote de reconduction de la grève) se transforme rapidement en une A.G. intersectorielle qui réunit toutes les entreprises de l'agglomération en grève ou en lutte (des travailleurs de Renault-Cléon, Rhône-Poulenc y sont par exemple présents); puis le nombre trop important de participants impose la création d'un «comité d'organisation» d'une quarantaine de personnes dont la plupart des membres sont élus par des AG locales, chargé de décider les actions du jour: manifestations, délégation à des entreprises, etc.

A notre connaissance il s'agit là du cas le plus avancé d'organisation des grévistes avec cette constitution d'un comité de grève de fait, mais dans de très nombreux endroits on constate la participation de travailleurs d'autres entreprises aux Assemblées Générales de grévistes, témoignant dans les faits l'aspiration à un mouvement solidaire de l'ensemble de la classe ouvrière, aspiration qui se constate aussi au fait que le mot d'ordre de toutes les manifestations est la revendication unitaire du retrait du plan Juppé, ou que le slogan chaque fois le plus répété est le

désormais fameux «*Tous ensemble, tous ensemble!*». Il faut aussi noter la réapparition dans les manifestations (ou sur des bâtiments occupés) des drapeaux rouges et de «l'Internationale» qui depuis de longues années avaient disparu des cortèges syndicaux.

Cependant si la sympathie envers les grévistes de la Fonction Publique était le sentiment dominant, l'extension des grèves au secteur privé ne s'est pas produite, mis à part quelques cas exceptionnels comme par exemple les mineurs de potasse d'Alsace; et dans ce cas ce fut la plupart du temps les revendications particulières (salaires, conditions de travail, etc.) et non la question de la Sécurité Sociale et du plan Juppé qui passèrent au premier plan. Ceci reflète bien les différences de conditions chez les prolétaires du secteur privé soumis à une «discipline de fabrique» beaucoup plus forte et confrontés prioritairement à des problèmes de salaire et d'emploi qui ne furent jamais abordés dans le mouvement.

LES SYNDICATS METTENT FIN À LA GRÈVE

Les premiers reculs du gouvernement tentant de diviser les grévistes de la SNCF en garantissant le maintien du régime des retraites des «roulants», puis devant l'échec de cette manœuvre, étendant cette garantie à tout le personnel de la SNCF, annulant la réforme de l'entreprise et sacrifiant le Directeur-général afin de séparer le noyau dur du mouvement des autres travailleurs en lutte, provoquera au contraire un afflux massif de participants à la manifestation suivante, le 12 décembre. Plus de deux millions de personnes manifesteront dans toute la France; largement plus de cent mille à Marseille, près de cent mille à Toulouse, Bordeaux, des dizaines de milliers à Lyon, Grenoble ou Rouen, des chiffres sans précédents depuis mai 68 ou juin 36 ou même des «records» historiques dans d'innombrables villes, grandes ou petites: ce premier recul était vu comme la démonstration que la victoire était à portée de la main. Juppé a mis un genou en terre, c'est le moment de lui donner le coup de grâce, telle était la réflexion faite à de multiples exemplaires par les manifestants interviewés par les médias.

Mais il aurait fallu plus que des manifestations pour faire échec à un gouvernement finalement résigné à céder en partie pour faire passer l'essentiel de ses mesures. Il aurait fallu que les organisations qui chevauchaient la vague de grèves, qui, parce qu'elles avaient permis les efforts spontanés d'extension du mouvement et la fraternisation entre les divers détachements de l'armée gréviste, avaient gardé le contrôle incontesté du mouvement, mobilisent enfin leurs forces dans une généralisation de la grève illimitée à toute la Fonction Publique et dans son extension au secteur privé.

Mais les organisations à la tête du mouvement, la CGT et FO, qui selon toute vraisemblance avaient négocié dans la coulisse avec le gouvernement pour en finir, et qui étaient probablement inquiètes de voir l'afflux des participants à la manif du 12, se refusaient bien évidemment à toute initiative en ce sens. Au contraire elles appelaient la manifestation suivante à se tenir le 17, un samedi «afin que les travailleurs du privé puissent y participer» - excluant donc qu'ils se mettent en grève. Rompant avec le rythme bi-quotidien de manifestations locales dans tout le pays qui étaient devenues de véritables points d'appui au mouvement, ils tablaient sur l'usure des travailleurs des transports en grève depuis 3 semaines pour que cette ultime manif

soit l'enterrement du mouvement. En outre les manifs du 17 étaient organisées à une échelle régionale et non plus locale. Dès le 14 la fédération CGT-cheminots appelait - en termes choisis: «poursuite de la lutte par d'autres moyens» - à la reprise du travail, les cheminots ayant obtenu satisfaction sur toutes leurs revendications **spécifiques**. Cet appel ne sera pas immédiatement suivi d'effet, les responsables locaux CGT n'osant même pas dans de nombreux cas le transmettre aux travailleurs! Mais le signal était donné et le lendemain les syndicats corporatistes traditionnels s'enhardirent à suivre cet exemple en appelant à la fin de la grève; quelques rares trains recommencèrent à circuler devant les caméras de télévision dans les régions où ils sont influents. Alors que plus de 80 % des AG de cheminots votaient la reconduction de la grève car la revendication **générale** de retrait du plan Juppé n'avait pas été obtenue, les médias orchestraient une campagne de grande ampleur sur la reprise du travail.

Malgré la tentative de démoralisation orchestrée par le bourrage de crâne des médias, la plupart des AG de cheminots et des travailleurs de la RATP reconduisirent la grève au moins jusqu'à la manifestation du samedi, sans se faire vraiment d'illusions, mais soit en espérant un improbable second souffle au mouvement, soit en voulant profiter du rapport de forces pour imposer aux directions une reprise du travail dans les meilleurs termes. Mais les syndicats ne reprirent pas à leur compte la revendication avancée dans plusieurs AG de paiement intégral des jours de grève - revendication accordée en 68 - qui aurait pu constituer un motif de poursuite et de centralisation du mouvement, bien au contraire comme nous allons voir. Dans chaque région les grévistes durent accepter, négocier ou imposer ces modalités de reprise du travail. La fragmentation qui en résultait était un facteur objectif d'affaiblissement dont les syndicats ne pouvaient pas ne pas être conscients. Les directions régionales essayèrent de céder le moins possible, mais elles furent souvent contraintes d'accepter un paiement partiel des journées de grève et l'étalement des pertes de salaire sur plusieurs mois. Des indiscretions ont révélé que c'était en réalité ce qui avait été prévu lors de négociations discrètes entre direction et syndicats (dont la CGT); fidèles à des engagements sans doute pris auprès de la direction, ces derniers se sont bien gardés de le faire savoir aux grévistes et ont laissé les directions régionales manoeuvrer pour essayer d'obtenir une reprise du travail dans les conditions les plus défavorables! Démonstration une fois de plus que les directions syndicales trahissent les intérêts prolétariens qu'ils prétendent défendre.

A la Poste et dans les autres administrations la tendance à la reprise du travail fut beaucoup plus prononcée et rapide, après l'affirmation gouvernementale que tous les régimes spéciaux de retraite de la Fonction Publique resteraient inchangés (pas de recul de l'âge de la retraite, pension calculée sur la base du salaire des 6 derniers mois, etc.). Les manifestations du samedi, bien qu'encore imposantes, étaient en net recul et signaient bien la fin du mouvement.

LA SPONTANÉITÉ NE SUFFIT PAS À FAIRE SAUTER LE VERROU DU COLLABORATIONNISME

Ce bref rappel des événements fait apparaître les traits saillants du mouvement. Nous avons vu que les difficultés d'extension de la grève au secteur

privé reflètent les différences de condition des prolétaires de ce secteur confrontés aux problèmes brûlants des salaires, des menaces sur l'emploi et des conditions de travail avant même les questions de retraite ou autres. Mais cela reflète aussi l'absence d'une **force classiste** organisée capable d'orienter et de centraliser l'action spontanée des grévistes les plus combattifs en une action pour hisser un mouvement somme toute partiel et limité en dépit de son ampleur, à un niveau supérieur de lutte d'ensemble de la classe ouvrière et capable en outre de **diriger** ce mouvement dans une orientation de classe afin que patrons et gouvernement ne reprennent pas à la table des négociations ce qu'ils ont perdu sur le terrain.

Ce serait en effet une dramatique illusion que de s'imaginer qu'il suffirait d'exercer une pression suffisamment forte sur les grandes confédérations syndicales pour qu'elles appellent et organisent vraiment une grève générale, ou même qu'elles l'autorisent simplement. Le mouvement de cet hiver montre justement que si, dans ces circonstances, les syndicats ont fait preuve d'une souplesse inhabituelle et ont laissé s'exprimer la spontanéité des grévistes les plus combattifs plutôt que de s'y opposer comme à leur habitude, cette tolérance leur a permis de conserver sans grandes difficultés la **direction** de la lutte, et donc de décider dans une très grande mesure de son **orientation**, de son **déroutement** et de son **issue**. Lorsqu'ils ont jugé que le moment était venu, ils ont pu donner le signal de la reprise, abandonnant en un clin d'oeil la revendication centrale du mouvement, sans que les grévistes ne puissent opposer aucune alternative. L'apparence démocratique et basiste de la conduite de la lutte a même été utilisée contre les besoins objectifs du mouvement: ce ne sont pas les milliers d'AG quotidiennes des grévistes qui à elles seules pouvaient donner à la lutte la centralisation et la direction dont elle avait besoin, même si elles ont permis la compacité et la participation massive des travailleurs. Seules les organisations syndicales pouvaient pallier à cette carence et la lutte était donc suspendue aux mots d'ordre et aux initiatives lancées centralement par les organisations syndicales et répercutées par leurs appareils dans toutes les AG. Le climat d'unité régnant dans le mouvement était tel que la masse des travailleurs non seulement n'a pas senti ni exprimé de désaccords avec l'orientation des syndicats (mis à part bien sûr les orientations de la direction de la CFDT) et leur direction de la lutte, mais a même considéré leur action comme l'un des facteurs les plus importants pour la victoire.

LE SUIVISME DE L'EXTRÊME GAUCHE CENTRISTE

L'attitude des groupes de la dite «extrême-gauche», et en particulier de ceux qui jouissent d'une certaine influence parmi les travailleurs a été lourde de conséquences. Bien loin de mettre en garde les travailleurs contre l'action des bureaucraties syndicales, bien loin de travailler à la constitution au moins d'embryons d'organisations autonomes des travailleurs, bien loin en bref de combattre l'influence prédominante du collaborationnisme syndical et de se comporter comme des **avant-gardes** révolutionnaires qu'ils prétendent être, ils se sont contentés de **sulver** le mouvement, seulement en renchérissant bruyamment dans les approbations aux initiatives des confédérations. La responsabilité la plus grande revient sans contexte à «Lutte Ouvrière», non seulement en raison de sa popularité non négligeable qui s'est manifestée

lors des dernières élections présidentielles, mais aussi en raison de son implantation dans le milieu cheminot: l'une des coordinations de cheminots lors de la grève de 1986 était animée par des militants de ce groupe (les plus actifs parmi les cheminots de la LCR à cette époque, à Rouen en particulier, ont quitté cette dernière organisation). Le suivisme total de «L.O.» par rapport aux directions syndicales lors des grèves de cet hiver est donc particulièrement frappant. Non seulement les militants de L.O. ne sont pas opposés aux orientations syndicales dans les AG, non seulement ils n'ont pas fait le moindre geste pour pousser à la constitution d'organismes de type «coordinations», non seulement ils ont repris les orientations opportunistes de «défense du service public», mais ils se sont bien gardés d'avancer même des revendications ou des mots d'ordre différents de ceux des directions syndicales. C'est ainsi que plus d'une dizaine de jours après le début de la grève illimitée des cheminots, «L.O.», dans le seul article d'analyse du mouvement qu'elle a publié dans toute la période (et où elle expliquait que le mouvement était né par la volonté d'une fraction du PCF ou de la CGT, dans le cadre de rivalités internes à ces organisations!), se contentait de dire qu'à un moment ou un autre, il faudrait avancer le mot d'ordre du maintien des 37 ans de cotisation pour tous les travailleurs. «L.O.» ne reprendra officiellement ce mot d'ordre qu'après qu'il ait été spontanément mis en avant par les travailleurs! Cet aplatissement particulièrement complet de «L.O.», constaté aussi dans les interviews d'Arlette Laguiller, se retrouve également dans les autres organisations trotskystes, du PT à la LCR, pour ne parler que des organisations les plus importantes. Il n'est que la manifestation, plus visible à cause des circonstances exceptionnelles d'un mouvement gréviste de grande ampleur, de leur orientation **congénitalement** suiviste par rapport aux grands appareils réformistes contre-révolutionnaires fondés sur l'aristocratie ouvrière, qu'ils présentent comme des organisations pouvant être mises au service de l'émancipation prolétarienne, et non comme des laquais de la bourgeoisie; ces organisations sont les flancs-garde de l'**opportunisme** (pour reprendre le langage marxiste) syndical et politique contre-révolutionnaire, qu'elles peuvent bien critiquer, mais avec qui elles ne veulent ni ne peuvent rompre, ce que l'Internationale Communiste de Lénine appelait des **centristes**. Elles sont donc, non des alliés des prolétaires en lutte pour leur émancipation, mais des obstacles dans cette lutte, obstacles que le prolétariat devra affronter et surmonter.

Le combat nécessaire pour arracher la masse des prolétaires à l'influence de l'opportunisme, pour que la classe retrouve ses armes de classe, pour qu'elle puisse se défendre efficacement contre les attaques bourgeoises, avant de pouvoir demain passer à l'attaque, ne peut absolument pas compter sur cette extrême gauche faussement révolutionnaire, mais devra se mener contre elle. La reconstitution du véritable état-major de la lutte ouvrière, le parti révolutionnaire de classe, communiste et international, est un besoin non seulement pour les épisodes futurs de l'assaut au pouvoir bourgeois et de l'instauration de la dictature prolétarienne, mais également pour les épisodes bien plus proches de la lutte revendicative de grande ampleur. C'est un besoin permanent de la lutte de classe: sans le regroupement des prolétaires d'avant-garde en parti révolutionnaire fermement ancré sur la base sûre du programme communiste et solidement centralisé, intervenant dans toutes les luttes

ouvrières pour précipiter l'unification du prolétariat contre la classe bourgeoise et tous ses alliés avant de pouvoir le diriger dans le combat final, la classe ouvrière est condamnée à rester éternellement prisonnière de la bourgeoisie et de toutes les organisations dirigées ou influencées par celle-ci, en dépit des trésors d'énergie dont elle est capable de faire preuve.

Le travail de reconstitution de ce parti, en liaison étroite avec le travail de réorganisation classiste sur le terrain des luttes économiques, est donc un besoin impérieux confirmé par la vague de luttes qui vient d'avoir lieu. Il est l'objectif central de la préparation des luttes prolétariennes à venir, pour qu'au travers des inévitables vicissitudes, ces dernières puissent déboucher enfin, lorsque les conditions objectives seront mûres pour la naissance d'une vague révolutionnaire internationale, sur la victoire ultime du prolétariat dans la lutte séculaire qui l'oppose, même quand il n'en n'est plus conscient, à la bourgeoisie, son mode de production et ses Etats nationaux.

CORRESPONDANCE:

POUR LA FRANCE:
Editions Programme, 3 rue
Basse Combalot, 69007 Lyon
POUR LA SUISSE:
Editions Programme, 12 rue
du Pont, 1003 Lausanne
POUR L'ITALIE:
Il Comunista, C. P. 10835,
20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. **Abonnement de soutien:** 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. **«programme communiste» (Revue théorique),** le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«Il comunista»,** le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. **Abonnement:** 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. **Abonnement de soutien:** 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. **«el programa comunista»,** le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. **Prix de soutien,** le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. **Imprimé par nos soins.**

SOUSCRIPTION PERMANENTE

5E LISTE 1995

A.B.: 600,00 / Alain pour la presse: 650,00 / Fanch: 30,60 / Roger: 350,00 / Paris: 600,00 / Total liste: 2.230,60 F.
TOTAL GÉNÉRAL: 13.520,60 F.

1ERE LISTE 1996

A.B.: 1400,00 / Brest: 28,00 / Bouches du Rhône: 145,00 / Foix: 250 / Patrice: 23,00 / Paris: 600,00 / Roger: 300,00 / Fanch: 15 / Aix: 50.

TOTAL LISTE: 2.711 F.

Armée réduite, militarisme augmenté !

(Suite de la page 1)

mener la guerre civile internationale. Ce principe, bien entendu, aucun Etat bourgeois ne l'admettra puisque l'Etat, organisation de la domination de la classe capitaliste sur la société, repose en définitive comme le dit Engels sur des hommes en armes, armée et police. La révolution prolétarienne qui renversera l'Etat bourgeois devra briser l'armée, moins par des affrontements directs dans lesquels les détachements prolétariens seront inévitablement en situation d'infériorité militaire, qu'en la faisant éclater de l'intérieur. Le facteur réel pour ébranler et faire éclater l'armée dans une situation de crise aiguë de la domination bourgeoise, est l'activité révolutionnaire du prolétariat et une politique correcte du parti de classe basée en particulier sur une propagande anti-militariste et anti-pacifiste systématique et un travail prolongé d'agitation et d'organisation en faveur de l'armement du prolétariat ainsi qu'un travail de pénétration et d'agitation au sein même de l'armée bourgeoise. Si, lorsque ces conditions sont réalisées, le contingent est plus facilement réceptif à la contagion révolutionnaire, même une armée de métier, qui connaît toujours l'antagonisme entre officiers et soldats du rang, ne peut en être immunisée.

Il ressort de ces considérations rapides que le rôle des communistes n'est pas d'essayer d'influer sur les formes que prend le militarisme bourgeois, dans l'espoir stupide de lui faire prendre une forme qui par nature serait plus commode pour l'activité révolutionnaire; ce n'est au fond là que la transposition de la funeste orientation qui appelle les prolétaires à soutenir une forme de l'Etat bourgeois (démocratique) contre une autre (totalitaire ou fasciste). Ouvrant sur tous les terrains à la **rupture des liens** qui enchaînent le prolétariat à la classe ennemie, en particulier la fausse unité nationale dont l'armée bourgeoise se veut l'expression, les communistes révolutionnaires doivent propager et défendre les principes de l'**antimilitarisme prolétarien** et démasquer impitoyablement les marchands d'illusions qui prônent un capitalisme plus humain et une armée plus démocratique. Le plus dangereux de ces marchands d'illusion est évidemment l'opportunisme social-chauvin classique, PCF en tête qui mène une campagne nationaliste pour «une véritable défense nationale, fondée sur une armée liée au peuple» et qui imprime aux luttes des prolétaires employés dans les industries d'armement, comme ceux employés dans les industries civiles, une orientation interclassiste et pro-impérialiste. L'indispensable lutte **prolétarienne** contre les licenciements est remplacée par de sinistres mouvements de protestation **populaires** pour le maintien des capacités militaires françaises et de l'indépendance nationale.

Plus pernicieux est peut-être le réformisme pacifiste ou d'extrême-gauche qui agite la revendication de la **reconversion de l'industrie d'armement** en industries «productrices de biens utiles» (1). Car ce n'est que lors-

qu'ils auront renversé la bourgeoisie et instauré leur dictature que les prolétaires auront la possibilité de réorienter et restructurer de fond en comble l'appareil productif, et en tout premier lieu pour répondre aux exigences de la victoire révolutionnaire internationale et des besoins du pouvoir prolétarien dans les pays où il s'est déjà instauré. Lorsque la victoire révolutionnaire sera assurée dans le monde entier et la transition vers la société communiste sans classes entamée, les dernières industries d'armement deviendront alors complètement inutiles; comme beaucoup d'autres industries socialement nuisibles de l'époque capitaliste elles disparaîtront à jamais.

Mais avant la prise du pouvoir par la classe ouvrière, ce genre de revendications typiquement petite-bourgeoises ne peuvent servir qu'à **duper les prolétaires** en leur faisant croire qu'un capitalisme pacifique et utile est possible.

LE SENS DE LA RÉFORME: UNE ARMÉE MOINS COÛTEUSE MAIS PLUS AGRESSIVE

Au siècle dernier Engels écrivait dans «*l'Anti-Dühring*» que la course aux armements et le développement monstrueux du militarisme menaçait les Etats européens de banqueroute. La situation actuelle rappelle celle dont se réjouissait Engels. L'Etat français, pour ne parler que de lui doit faire face à une série de programmes d'armements dont il ne peut plus assurer le financement qu'avec les plus grandes difficultés, mais dont l'abandon mettrait en faillite les fleurons de l'industrie militaire tricolore. Le GIAT (qui emploie 12.500 personnes) virtuellement en faillite, disparaîtrait si le futur char Leclerc, dont la construction avait été décidée pour rivaliser avec les chars allemands, était abandonné comme le préconisent de plus en plus de responsables des budgets militaires; «Eurocopter», filiale de l'Aérospatiale, est maintenue artificiellement en vie parce qu'elle doit produire un futur hélicoptère de combat franco-allemand; les chantiers navals de la DCN réclament à corps et à cris la construction d'un nouveau porte-avions pour ne pas fermer lorsque s'achèvera le porte-avions actuellement en construction. La survie de Dassault est liée à la poursuite du programme du chasseur «Rafale» dont de nombreux experts militaires réclament l'abandon en raison de son coût prohibitif et parce qu'il ne serait pas au point, etc. Toutes ces entreprises sont nationalisées; selon la légende démocratique elles devraient être donc soumises à l'Etat et à l'«intérêt collectif». Mais les faits, en France tout autant que dans l'ancienne Russie soviétique, démontrent à l'inverse la thèse marxiste selon laquelle plus l'Etat devient propriétaire d'entreprises et plus il est soumis aux intérêts économiques particuliers de ces entreprises. La firme Dassault par exemple avait imposé le lancement du projet «Rafale» alors que le gouvernement socialiste était partisan d'une coopération européenne et elle a réussi jusqu'ici à imposer son avion à des militaires qui n'en voulaient pas.

Pourtant en mal d'économies, le gouvernement Chirac-Juppé a lui aussi cédé pour l'essentiel devant les exigences de ces puissants lobbies: aucun des grands programmes d'armement ne sera abandonné mais ils seront seulement réduits; un deuxième porte-avions sera bien construit et l'armement nucléaire continuera à être privilégié. Sans doute les missiles du plateau d'Albion ne seront pas remplacés et les missiles nucléaires à courte portée «Hadès» sont abandonnés (pour rassurer les allemands, dit-on aujourd'hui; en effet ces missiles présentés autrefois comme anti-russes ne pouvait atteindre que le sol allemand: l'indéfectible amitié germano-française était ainsi renforcée par les bourgeois français d'une assurance plus précise), mais la flotte de sous-marins nucléaires est maintenue ainsi que le développement d'armes nucléaires de faible puissance (dites «tactiques») portées par des avions. Les économies dans le budget de l'armée se feront donc essentiellement sur le dos des travailleurs des industries d'armement, dont le nombre devra passer de 200.000 à 125-150.000 en 5 ans, ainsi que par l'abandon de la conscription; cependant dans ce dernier cas, la nécessité d'avoir davantage d'engagés restreindra sensiblement ces économies.

En effet la recherche d'économies n'est pas le seul but de la réforme, ni même son but principal. Pour la bourgeoisie française il s'agit de configurer l'armée aux tâches prévisibles dans le proche avenir et il faut constater que les modifications projetées vont toutes dans le sens du renforcement de l'agressivité militaire et du militarisme. La future armée «plus efficace, plus moderne et moins coûteuse» de Chirac sera incontestablement moins nombreuse, mais le nombre de personnel effectivement combattant devrait être **supérieur** à celui actuel. Les conscrits sont en effet écartés actuellement des interventions militaires extérieures, à la fois pour des raisons politiques et parce que le maniement des armes modernes est en réalité essentiellement l'oeuvre des militaires de carrière. La professionnalisation est déjà en cours depuis longtemps dans l'armée et la réforme pousse jusqu'à son terme cette évolution. Écoutons la déclaration très instructive d'un certain Boyon, président de la commission de la Défense, au parlement:

«*Même sans les déficits, il fallait remodeler l'armée: - accroître les effectifs de gendarmerie en augmentant le nombre de gendarmes auxiliaires, mais sans aller comme on y a songé jusqu'à lui confier la formation militaire de tous les appelés ou créer des escadrons de gendarmes mobiles auxiliaires car le maintien de l'ordre ne peut être assumé par des jeunes appelés; - maintenir à peu près les effectifs de la marine (...); - diminuer l'armée de terre en privilégiant la faculté de projection qui marque toutes les interventions militaires récentes dans le Golfe, en Afrique ou en ex-Yougoslavie.*

Plus musclée grâce à la réduction de son volume, l'armée se trouvera aussi plus motivée» (1).

La gendarmerie est donc le seul corps qui verra son nombre **augmenter**, avec précieuses que la bourgeoisie se fait du souci sur le «maintien de l'ordre» à l'avenir: de 89 000 en 1990, elle est passée à 93.500 en 95 et elle atteindra

98.000 hommes en 2015. Boyon nous apprend que, sans doute sur la lancée de la croissance régulière d'année en année du nombre d'appelés orientés vers ce corps, «on» avait songé à créer des brigades mobiles auxiliaires (ou à confier à la gendarmerie la «formation» de tous les appelés) pour assurer le maintien de l'ordre bourgeois! Ce rôle de l'armée pour assurer des tâches de police dont nous avons eu récemment un petit goût lors de l'opération «vigipirate», sera donc appelé à s'accroître. C'est la conséquence de ce nous avons appelé le **blindage** croissant des démocraties en réponse au développement tout aussi croissant des tensions sociales. Tout en prétendant haut et fort que le marxisme est mort et la classe ouvrière en disparition, la bourgeoisie se prépare à des lendemains qu'elle sait difficiles.

L'armée nouvelle devra être également mieux adaptée aux guerres de rapine impérialistes. Il est significatif que les rengaines traditionnelles sur la défense du territoire national aient disparu et qu'on ne prenne même plus la peine de justifier les interventions à l'étranger qui ont pris leur place; il va de soi pour les bourgeois que la France doit intervenir militairement à l'étranger! Remarquons aussi que la prétendue «mission de paix» en ex-Yougoslavie est mise sur le même pied que la guerre du Golfe ou les interventions en Afrique: les prolétaires ne doivent jamais oublier que la défense de la patrie et de la paix n'est autre chose pour les bourgeois que la **défense de leurs intérêts impérialistes**.

CONTRE LA PAIX IMPÉRIALISTE ET LA DÉFENSE NATIONALE, VIVE LE DÉFAITISME RÉVOLUTIONNAIRE ET L'UNION INTERNATIONALE DES PROLÉTAIRES!

Chirac a précisé que l'armée devrait être capable de «projeter» 50 à 60.000 hommes et leur matériel hors des frontières. Pour quoi faire? Ce chiffre respectable est très nettement supérieur au nombre de soldats habituellement mobilisés pour les interventions militaires malheureusement régulières en Afrique, tout en restant très inférieur aux capacités de l'impérialisme américain ou russe. Il ne correspond ni à une guerre «de faible intensité» en Afrique ni à une guerre majeure en Europe. La réponse pourrait se deviner en lisant une déclaration de Juppé le 13 mars à propos de la réintégration en cours de la France dans l'OTAN. Le premier ministre français a proposé que les 5 plus grands pays européens mettent en commun des soldats en nombre suffisant pour créer une armée de 250 à 350 000 hommes contrôlée par eux et capable de mener des opérations militaires hors de la communauté indépendamment des Etats Unis. Bien qu'elle reste encore très hypothétique, cette proposition s'inscrit dans la tendance à créer des regroupements militaires dans le cadre européen, que ce soit des regroupements industriels pour résister à la concurrence américaine ou des tentatives de création de forces militaires communes comme l'«Eurocorps», voire même les propositions de mettre la force nucléaire française «au service» d'une défense européenne. Les impérialistes européens ont été conduits à se coaliser pour défendre leurs intérêts

tant face aux Etats-Unis à la Russie ou au Japon que face aux Etats plus faibles. La création d'une force armée commune serait la suite logique; mais les difficultés que rencontrent ces Etats pour arrêter une politique extérieure commune (voir le cas yougoslave), indique que les divergences d'intérêts entre Etats européens au moins autant concurrents que partenaires, sont encore très fortes.

Quel que soit l'avenir de ces propositions (à notre avis leur réalisation est tout à fait improbable dans un avenir prévisible), elles montrent que les bourgeois européens prennent au sérieux le besoin de forces armées de cette taille pour des interventions à l'extérieur de leurs frontières, vraisemblablement en Europe ou au Moyen Orient. Elles montrent donc une nouvelle fois que la chute du mur et la fin de la guerre froide n'ont pas ouvert une ère de paix, mais, attisant les appétits impérialistes rivaux, ont ouvert une **nouvelle ère de guerres et d'affrontements**.

Pour en terminer avec l'examen de la réforme chiraquienne, il ne faut pas oublier que tout en épargnant aux jeunes la corvée du service militaire, elle prévoit de le remplacer par un service civil - éventuellement étendu aux filles - encore à définir. L'embrigadement de la jeunesse serait non seulement maintenu mais généralisé aux deux sexes, tout en évitant de la familiariser avec le maniement des armes...

Chirac a commencé son septennat en reprenant les essais nucléaires; il le continue en adaptant davantage l'armée à ses fonctions de répression sur le plan intérieur et d'agression impérialiste à l'extérieur. Il ne faut pas y voir les fougades d'un politicien à contre-courant de l'époque, mais l'indication d'une tendance générale à l'oeuvre dans l'ensemble du monde capitaliste. *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage*, disait le réformiste Jaurès qui croyait cependant pouvoir lui imposer la paix. Les révolutionnaires répliquaient que la seule façon d'avoir la paix était d'abattre le régime capitaliste. Les bourgeois préparent la guerre, les prolétaires doivent y répondre par la préparation de la **guerre de classe**.

**À BAS LA BOURGEOISIE, SON
ETAT ET SON ARMÉE!
POUR LA RECONSTITUTION DE
L'ARMÉE INTERNATIONALE DU
PROLÉTARIAT!
VIVE L'INTERNATIONALISME
PROLÉTARIEN!**

(1) cf «La tribune Desfossés», 26/2/96. Nous n'avons pas besoin d'expliquer ce que signifie la «motivation» de l'armée...

Le CCI contre les grèves

Parmi les groupes qui se prétendent révolutionnaires mais qui agissent en réalité contre les intérêts réels de la classe ouvrière, il faut sans nul doute accorder la palme de la franchise au *Courant Communiste International*. C'est en effet à notre connaissance le seul groupe à s'être ouvertement et publiquement prononcé contre les grèves de novembre-décembre. Maurice Thorez, le «premier

stalinien de France» s'était rendu célèbre en affirmant après la guerre au nom du PCF que «la grève est l'arme des trusts». Le CCI, lui, affirme que le mouvement de grève de novembre-décembre était un «piège contre les ouvriers». Pour que le lecteur ne croit pas que nous inventons des calomnies, nous allons citer des extraits du supplément à «*Révolution Internationale*» du 6/12/95.

Selon les rédacteurs de ce supplément, les décisions gouvernementales qui ont mis le feu aux poudres étaient une «provocation» soigneusement mise au point. Et «cette provocation était le premier volet d'une gigantesque manœuvre de TOUTE LA BOURGEOISIE (gouvernements, partis politiques et syndicats) (sic! Quelle curieuse définition de la bourgeoisie!) destinée à infliger une cuisante défaite à toute la classe ouvrière pour permettre au gouvernement de faire passer des attaques futures encore plus brutales». Cette manœuvre s'est, selon le CCI, mise en place en trois temps:

«1°) d'abord on (sic!) a placé les forces d'encadrement et de sabotage des luttes ouvrières, les syndicats, sur le devant de la scène. Ce sont les syndicats qui ont «lancé le mouvement» pour pouvoir d'emblée le contrôler. 2°) on (re-sic!) a poussé tous les ouvriers qui veulent en découdre à se mobiliser derrière les mots d'ordre et les actions revendicatives des syndicats; (...) 3°) on (re-re-sic!!!) a poussé un maximum d'ouvriers à foncer tête baissée dans un combat précipité, dans une lutte qu'ils ne maîtrisent pas; une lutte longue, épuisante dont l'issue ne peut être qu'une défaite cuisante».

A en croire le CCI «on» (sans doute: TOUTE LA BOURGEOISIE) est extraordinairement rusé: pousser «les ouvriers» (c'est ainsi que le CCI baptise tous les salariés qui ont fait grève) à entrer en lutte contre les décisions gouvernementales afin de contrôler leur lutte, de leur infliger une défaite et de faire passer plus tard des mesures encore plus dures, voilà une manœuvre qui aurait sans doute stupéfié Machiavel lui-même! Le CCI est persuadé que la paralysie des transports a été voulue par les syndicats pour «prendre les ouvriers en otage», empêcher «tout moyen de communication, de déplacement des ouvriers», obliger «les ouvriers qui veulent aller aux manifestations à dépendre des cars syndicaux», les empêcher «de se rendre aux assemblées générales des autres entreprises en grève». Le CCI affirme sans rire que, face à une hésitation des ouvriers à entrer en lutte, «les médias bourgeois ont prêté main-forte (aux syndicats) en relayant les appels répétés des grands dirigeants syndicaux à l'«extension» et au «durcissement» du mouvement. Jamais on avait vu un tel empressement des médias au service de la lutte ouvrière», tandis que «sur certaines lignes de la RATP et de la SNCF, c'est la direction elle-même qui a empêché le départ des trains pour donner un petit coup de pouce aux syndicats»: la grève est l'arme de la direction!!!

Un peu plus loin, le CCI développe ses arguments contre le mouvement de grève: «- La grève longue divise les ouvriers et les dégoûte de la lutte (souligné dans le texte). Une grève longue ne renforce pas la lutte ouvrière, elle ne peut que renforcer la bourgeoisie (c'est exactement ce que disait Blondel à France Inter, le 6/12/95: «une bonne grève est une grève courte»). Dans une situation économique où les ouvriers ont déjà bien du mal à joindre les deux bouts, ils ont tout à perdre dans une grève «illimitée». D'abord ils perdent des semaines de salaire pour une lutte qui ne fait pas peur à la bourgeoisie

car, sur le plan économique, celle-ci est prête à tenir jusqu'à ce que les ouvriers soient totalement épuisés. Souvenons-nous de la grève des mineurs en Grande-Bretagne (...). Souvenons-nous de l'échec de la grève des cheminots en 86-87 et des travailleurs d'Air-France à l'automne 93 (...). Les grèves longues préconisées par les syndicats (sic!) ne servent qu'à écoeurer les ouvriers de la lutte. (...) La grève longue «jusqu'au-boutiste», divise aussi les ouvriers entre ceux qui suivent les syndicats sur ce terrain et ceux qui ne sont pas disposés à se laisser entraîner aveuglément, qui hésitent à se lancer dans un combat sur lequel ils n'ont aucun contrôle, aucune maîtrise. (...) En imposant sans réelle discussion la grève illimitée dans les AG, en bloquant les dépôts de bus de la RATP autoritairement (horreur!), en excluant ceux qui ne veulent pas ou hésitent à s'engager dans une grève longue (...) les syndicats interdisent tout contrôle et toute maîtrise collective de la lutte par les ouvriers eux-mêmes. Et surtout ils préparent la défaite: en divisant la classe ouvrière entre grévistes et non-grévistes, ils provoquent des ressentiments et des amertumes».

On reste stupéfait devant ces raisonnements défaitistes qui semblent tout droit tirés de l'argumentaire de n'importe quel jaune et qui en réalité s'opposent à tout mouvement de lutte des prolétaires: toute grève coûte des sacrifices aux prolétaires et risque de se solder par un échec. Si les prolétaires ne sont pas prêts à ces sacrifices, s'ils n'ont pas la détermination suffisante pour tenir le temps qu'il faudra, s'ils n'ont pas l'audace de recourir à des moyens autoritaires (piquets de grève effectifs, blocages, occupations, etc.) pour empêcher les patrons de casser la grève en recourant aux jaunes, s'ils attendent pour déclencher la grève que le dernier des travailleurs hésitants ou opposés à la lutte soit convaincu, alors, oui, c'est là qu'ils sont assurés de la défaite! En s'appuyant sur ces arguments le CCI s'aligne sur les secteurs les plus arriérés du prolétariat, prêts en paroles à lutter mais à condition que tout le monde soit d'accord, à condition que la lutte soit la plus courte possible, à condition qu'elle soit sans risque et qu'elle ne coûte rien, bref autant de conditions qui ne se rencontrent ni ne se rencontreront jamais...

Et l'anti-syndicalisme de principe du CCI - c'est-à-dire non une opposition aux appareils syndicaux parce qu'ils sont devenus, à l'issue d'un processus dégénératif accéléré par la victoire internationale de la contre-révolution, des instruments de la collaboration des classes, mais tout simplement par hostilité à toute organisation de défense immédiate du prolétariat - rejoint naturellement l'anti-syndicalisme viscéral de ces secteurs arriérés qui sont hostiles à la lutte et à l'idée même d'une organisation pour la lutte collective. Ce que l'on peut et que l'on doit à bon droit reprocher aux syndicats actuels, c'est le refus d'utiliser les armes et les méthodes classistes de lutte, comme: les piquets de grève effectifs, le blocage réel de l'activité, le recours à la grève sans limitation de durée, l'extension du mouvement aux catégories voisines ou aux autres entreprises,

le refus de se soumettre aux procédures instituées par l'Etat ou les patrons pour temporiser ou freiner les luttes, etc., les formes d'organisation indispensables à la mobilisation et la participation des prolétaires comme les comités de grève, les AG, etc. - sans même parler des revendications classistes et unifiantes à mettre en avant comme les augmentations de salaire égales pour tous ou plus fortes pour les bas salaires, la solidarité avec les catégories les plus soumises au despotisme patronal ou les plus défavorisées, etc., la rupture avec les préjugés nationalistes, chauvins, démocratiques, légalistes et pacifistes qui sont des obstacles directs à toute lutte ouvrière. Et si les grandes organisations syndicales se refusent absolument à utiliser ces armes, ce n'est pas simplement à cause d'une mauvaise direction qu'il suffirait de remplacer: des décennies de dégénérescence et de domestication par la bourgeoisie ont vidé ces grands appareils syndicaux des derniers restes classistes et les ont transformés en organes de la collaboration des classes, marchandant les revendications prolétaires contre le maintien de la paix sociale. Dans un autre article nous citons une étude bourgeoise qui montre que le budget des syndicats est essentiellement assuré par des subventions patronales et étatiques, et non par les cotisations des adhérents. Ce fait suffit à montrer la fausseté de la perspective trotskyste traditionnelle de conquête des syndicats: il est impossible de conquérir ou de reconquérir à la lutte prolétarienne ces appareils d'agents professionnels de la conciliation des intérêts ouvriers avec les exigences du capitalisme. Par contre mille exemples sont là pour démontrer qu'il est tout à fait possible de transformer un trotskyste en bonze...

Mais si nous écartons la reconquête des appareils syndicaux, nous n'en tirons pas la conclusion qu'il faut rejeter le travail dans ces mêmes syndicats, pourvu que ce travail se fasse à la base, au contact des travailleurs du rang et non dans les instances hiérarchiques, et sur des bases classistes. Et nous en tirons encore moins la conclusion que les prolétaires ne doivent pas s'organiser pour la lutte, y compris de simple défense économique. Marx et Engels ont expliqué il y a déjà bien longtemps la nécessité de cette lutte et de cette organisation, dans lesquels ils voyaient l'école de guerre du communisme: renoncer à cette école, c'est renoncer à pouvoir ensuite mener la lutte révolutionnaire pour le communisme.

* * * *

Les grèves ne se sont pas terminées sur la défaite cuisante qu'il prophétisait, mais cela n'a pas été suffisant pour ramener le CCI à la réalité. Il s'est seulement contenté de réviser en douce son analyse dans les n° suivants de son journal. Ce n'est donc maintenant plus pour infliger une défaite aux ouvriers que la bourgeoisie a poussé aux grèves, mais pour redonner de l'influence aux syndicats et regagner le terrain perdu face aux prolétaires (?) en faisant croire à ceux-ci qu'ils ont remporté une victoire: «La bourgeoisie a pu ainsi

(Suite en page 6)

Aux Editions Programme
(192 pages - 60 FF)

« BILAN D'UNE REVOLUTION »

- Les leçons d'Octobre 1917
- Les fausses leçons de la
confrévolution de Russie
- L'économie russe d'Octobre à
nos jours

Le CCI contre les grèves

(Suite de la page 5)

mener les opérations à sa guise: elle a fait partir le mouvement comme elle le voulait et elle a pu le faire cesser, quasiment du jour au lendemain, quand elle l'a voulu (...). La classe dominante a pu faire croire aux ouvriers qu'ils avaient fait reculer le gouvernement, toujours grâce aux syndicats. La confiance "retrouvée" des ouvriers dans les syndicats démontre le succès de la manoeuvre. C'est grâce à cette gigantesque manoeuvre que la bourgeoisie a pu récupérer le terrain perdu face aux ouvriers au cours des expériences de lutte des années 80» (1).

LA GRÈVE DES TRAMINOTS MARSEILLAIS

La bourgeoisie pousserait même le machiavélisme jusqu'à organiser une grève à l'issue de laquelle les travailleurs «gagnent sur toute la ligne» en voulant en faire «un exemple» pour toute la classe ouvrière: il s'agit de la magnifique lutte des traminots marseillais, qui, à l'issue de 33 jours de grève, n'ont sans doute pas gagné sur toute la ligne comme se l'imagine le CCI, mais ont néanmoins remporté une victoire indéniable et qui mérite d'être largement connue. Les traminots sont entrés en grève pour des revendications salariales: 400 F pour tous (la direction a institué le blocage des salaires, déjà très bas), contre l'institution d'une sorte de salaire au mérite (distribution de primes d'après un classement des travailleurs en «bons», «moyens», «mauvais» selon leur ardeur au travail, la discipline, l'absentéisme, etc.), et contre l'imposition d'un nouveau statut pour les nouveaux embauchés (environ 300 contre 600 anciens) qui les faisaient gagner moins et travailler plus! La grève a été très combative, avec blocage des bus (mis hors service après avoir été disposés pour faire obstacle à leur enlèvement), occupation des dépôts, piquets de grève pour bloquer les métros, AG. La revendication d'un même traitement pour tous les travailleurs concrétisé dans le refus d'un nouveau statut pour les nouveaux embauchés - c'est-à-dire la solidarité avec les travailleurs les moins favorisés - et le refus des primes au mérite, est une revendication essentiellement classiste d'une importance fondamentale pour la lutte ouvrière: elle s'oppose aux divisions instituées et entretenues par les patrons, à cette concurrence permanente de tous contre tous qui est la règle suprême dans la société bourgeoise et le premier obstacle à l'unification des rangs ouvriers.

Les traminots marseillais, soutenus par la sympathie de la population laborieuse (qui s'est traduite sinon par des actions concrètes - il y en a eu cependant de la part des dockers -, du moins par des contributions financières à la caisse de grève et de nombreux témoignages de solidarité et la participation à leurs manifestations) et portés par le rapport de force induit par la vague de grèves de décembre, ont pu résister sans faiblir aux campagnes de démoralisation lancées par la bourgeoisie, aux interventions policières contre les piquets de grève et les dépôts occupés, aux intimidations judiciaires (mises en référé pour «entrave à la liberté du travail» contre 18 grévistes) et aux menaces patronales, au recours aux jau-

nes et aux cadres pour faire circuler les métros. Lorsque la municipalité, comptant sur la lassitude des grévistes, leur a proposé d'accorder des augmentations de salaire en pourcentage, ils ont répliqué en demandant que dans ces conditions, les augmentations de salaire soient faites de façon dégressive, anti-hiérarchique, c'est-à-dire plus fortes pour les bas salaires (essentiellement les nouveaux embauchés)! La direction a refusé en prétendant que la loi s'opposait à ce que les augmentations de salaire ne soient pas égales pour tous!!! Comme si les augmentations en pourcentage, qui reviennent à ce que les hauts salaires bénéficient davantage que les bas salaires étaient le summum de l'égalité! Mais si les patrons (et les bonzes) préfèrent toujours ce type d'augmentations, c'est parce qu'il renforce la hiérarchie salariale et donc la division entre prolétaires et les tentations de préférer la débrouillardise individuelle pour s'élever dans la hiérarchie, à la lutte collective et unitaire.

Finalement, après avoir déjoué les tentatives de division, repoussé les pressions et avoir été capables de rester en grève de façon massive, les traminots ont très largement eu satisfaction. Revendication essentielle, le double statut sera supprimé à la fin de l'année; le classement des travailleurs selon le mérite est supprimé, des augmentations de salaire accordées (quoique pas de la façon radicale demandée par les grévistes), une partie des jours de grève sera payée, etc. Le point le plus noir concerne la situation des travailleurs en intérim (une centaine) dont le sort reste incertain.

De cette lutte, véritablement exemplaire, les prétendus révolutionnaires du CCI ne parlent qu'avec mépris, prétendant que les grévistes ont eu le soutien des médias et que leur grève a été organisée par la bourgeoisie! Voici quelques exemples de cette prose révoltante: «Les 33 jours de grève des "irréductibles traminots marseillais" ont eu droit de la part des médias à la même complaisance attendrie (sic!) que les 3 semaines des cheminots quelques temps auparavant. Comme ils ont été montrés en exemple ces grévistes, leur affrontement avec le patron de la RTM, leur détermination face à ses menaces de sanctions et aux CRS de Gaudin. Quelle publicité a été faite à la "combativité" et à la "radicalité" des 5 syndicats (...) et à

«l'esprit de solidarité de leurs revendications" (...). Dans leur coin marseillais, les traminots n'étaient-ils pas les plus authentiques continuateurs de "l'esprit du mouvement" de décembre, eux qui se battaient pour des motifs dans lesquels tous les ouvriers pouvaient se reconnaître (...) etc.». Selon le CCI tout était organisé depuis le début par la bourgeoisie dans le seul but de renforcer l'image de marque des syndicats: «Pour que la démonstration soit complète et sans appel, il ne restait plus à la bourgeoisie qu'à faire en sorte que les traminots "gagnent sur toute la ligne". Ce qui fut fait. (...) Dès le départ les négociations ont été activées (...), dans lesquelles il a été très vite clair que la bourgeoisie avait bien l'intention de céder. Et dans le cadre limité du conflit des traminots, ce recul-là ne lui coûtait pas bien cher en regard des avantages qu'elle en tirait en termes de renforcement de l'image de marque de ses organes d'encadrement aux yeux de toute la classe ouvrière. C'est pourquoi, quand elle a jugé l'exemple suffisamment démonstratif, elle a trouvé les fonds nécessaires, et les syndicats ont pu hurler en coeur: "on a gagné!" » (2).

Quels Brutus que ces bourgeois! s'exclamait ironiquement Marx dans sa polémique contre Proudhon lorsque celui-ci, affirmant que les bourgeois, à l'instar de Brutus frappant César, étaient sans le vouloir contraints par les lois économiques de frapper leurs ouvriers, condamnait doctement grèves économiques et organisation syndicale qui détournaient les ouvriers des vraies solutions à leurs problèmes et n'aboutissaient qu'à des pertes d'argent. Les proudhoniens modernes du CCI vont plus loin que leur ancêtre puisqu'ils accusent les bourgeois de provoquer la lutte ouvrière et de lui faire remporter la victoire pour détourner les ouvriers des vraies solutions: ils se frapperont eux-mêmes pour éviter d'être frappés! Attendons encore un peu et nous verrons dans la lanterne magique du CCI les bourgeois organiser eux-mêmes la révolution prolétarienne et la disparition du capitalisme dans le seul but d'empêcher les prolétaires de la faire...

Les communistes révolutionnaires ne peuvent pas idéaliser les grèves en général, ni le mouvement de grève de cet hiver en particulier. Ils ne peuvent ignorer les difficultés qui restent à vaincre pour que la classe ouvrière réussisse

à remonter la pente où l'a fait rouler la contre-révolution, rompe avec l'intoxication démocratique, pacifiste, collaborationniste distillée en son sein depuis des décennies et retrouve ses armes de classe. Il y a une distance énorme entre les grèves de défense économique immédiate qui éclatent en riposte aux attaques bourgeoises, les grèves menées avec enthousiasme et détermination, mais sans encore dépasser l'horizon purement bourgeois de maintien du statu-quo ou de son amélioration, et les luttes offensives contre le capitalisme qui marquent l'existence de la lutte révolutionnaire de classe. Mais sans les luttes défensives et économiques immédiates, si confuses soient-elles sur le plan politique, le prolétariat ne pourrait jamais accéder au stade supérieur de la lutte révolutionnaire. Ou pour reprendre les phrases de Marx: «Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure» (3). Tout mouvement de lutte important doit être apprécié et salué à sa juste valeur dans la mesure où il marque un progrès dans le sens du réveil de l'initiative prolétarienne et de la réappropriation de certaines méthodes de lutte classistes - sans cacher en même temps les faiblesses et les limites qu'il faut dépasser et les obstacles qu'il faut combattre.

Mais ceux qui appellent dans les faits à abandonner la lutte parce que les syndicats collaborationnistes en sont à la tête, renoncent en fait à combattre sur le terrain pour arracher le prolétariat à cette influence collaborationniste. Ceux qui appellent à abandonner la lutte parce qu'elle risque d'être longue, difficile et impliquant des sacrifices financiers, comment pourraient-ils un jour appeler à la lutte révolutionnaire, incomparablement plus difficile, plus dangereuse, plus coûteuse - et pas seulement sur le plan financier? Ceux-là peuvent bien se dire révolutionnaires, ils ne sont pas autre chose que des déserteurs de la lutte prolétarienne.

(1) cf «Grèves contre le plan Juppé: une victoire pour la bourgeoisie, pas pour les ouvriers» in «Révolution Internationale» n°253, février 96.

(2) cf «La manoeuvre de la bourgeoisie joue les prolongations», in «R.I.» n°253.

Lutte quotidienne et émancipation du prolétariat

(...) Ces quelques indications suffiront à montrer que le développement même de l'industrie moderne doit nécessairement faire pencher toujours davantage la balance en faveur du capitaliste contre l'ouvrier et que par conséquent, la tendance générale de la production capitaliste n'est pas d'élever le niveau moyen des salaires, mais de l'abaisser, c'est-à-dire de ramener, plus ou moins, la valeur du travail à sa limite la plus basse. Mais telle étant la tendance des choses dans ce régime, c'est-à-dire que la classe ouvrière doit renoncer à sa résistance contre les empiètements du capital et abandonner ses efforts pour arracher dans les occasions qui se présentent tout ce qui peut apporter des améliorations à sa situation? Si elle le faisait, elle se ravalerait à n'être plus qu'une masse informe, écrasée, d'êtres faméliques pour lesquels il ne serait plus de salut. (...) Si la classe ouvrière lâchait pied dans ses conflits quotidiens avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité

d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure.

En même temps, et tout à fait en dehors de l'asservissement général qu'implique le régime du salariat, les ouvriers ne doivent pas s'exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne. Ils ne doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets, qu'ils ne peuvent que retenir le mouvement descendant, mais non en changer la direction, qu'ils n'appliquent que des palliatifs sans guérir le mal. Ils ne doivent donc pas se laisser absorber exclusivement par ces escarmouches inévitables que font naître sans cesse les empiètements ininterrompus du capital ou les variations du marché. Il faut qu'ils comprennent que le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les conditions matérielles et les formes sociales nécessaires pour la transformation économique de la société. Au lieu du mot d'ordre conservateur: «un salaire équi-

table pour une journée de travail équitable», ils doivent inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire: «Abolition du salariat».

(...) Les syndicats agissent utilement en tant que centres de résistance aux empiètements du capital. Ils manquent en partie leur but dès qu'ils font un emploi peu judicieux de leur puissance. Ils manquent entièrement leur but dès qu'ils se bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant, au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour l'abolition définitive du salariat.

KARL MARX, extrait de «Salaire, prix et profit» (Rapport présenté au Conseil Général de l'Alliance Internationale des Travailleurs, juin 1865). Souligné dans le texte.

Les patrons et les luttes ouvrières

Durant les grèves de l'hiver la direction d'EDF a été particulièrement combative pour s'opposer aux grévistes. Chaque fois que les grévistes avaient mis en place des piquets de grève et interdit aux représentants de la direction de pénétrer dans les salles de commande, elle a traîné les travailleurs devant les tribunaux pour atteinte à la liberté du travail, menaces sur la sécurité des installations (allant même jusqu'à parler d'actes de sabotage) à propos d'un incident mineur dans une centrale nucléaire; chaque fois que les grévistes ont basculé le courant électrique à destination des quartiers populaires sur le tarif de nuit, elle a porté plainte pour vol. Ces initiatives ont été un échec car la justice bourgeoise sait parfaitement que sanctionner des grévistes lorsque le mouvement est en plein essor revient à verser de l'huile sur le feu. Loin d'être intimidés, les grévistes d'EDF ont donc été encouragés par les échecs répétés de la direction!

Mais les patrons du tout puissant trust étatique qu'est EDF ne désarment pas. Le 9 janvier la direction a adressé une circulaire confidentielle (mais interceptée par la CGT) à ses chefs d'établissement sur l'attitude à adopter face à tout futur conflit.

Les patrons d'EDF précisent d'abord ce qu'est une grève véritable: des «*interruptions totales, collectives et concertées du travail liées à une revendication professionnelle. (...) Sinon (c'est une) rupture du contrat de travail du salarié, et sanctionnable*». Après avoir défini de cette façon restrictive ce qu'est une grève et ce qu'est un mouvement sanctionnable, la direction n'envisage bien évidemment pas de laisser avec fair-play ses employés user tranquillement de ce fameux droit de grève; ça c'est le conte de fée des démocrates et des bonzes syndicaux qui croient dur comme du fer que les patrons, les juges et les flics doivent respecter les grands principes immortels de liberté, égalité, fraternité.

La réalité est bien différente: les chefs d'établissement et les cadres doivent avoir parmi leurs «*réflexes permanents*»: «*Penser que c'est un "état de guerre", donc pas de confiance dans les adversaires. Eviter la contagion générale et/ou externe. Avoir sur le terrain des GR) Gestion des Ressources humaines: chefs du personnel) et secrétariat en point d'appui. (...) Ne jamais oublier la com. (communication: propagande dans le langage bourgeois) qui est davantage affective qu'intellectuelle car la com. prend rapidement le pas sur les faits!!!*». Parmi les «*principes*»: «*Avoir les moyens de communiquer à tout moment et de constater tout acte répréhensible (huissier). Faire preuve de fermeté en sanctionnant les débordements après définition des lignes jaunes. Il faut dire, acter par lettre individuelle. Pour réquisitionner, le seul truc, c'est la sécurité*». La stratégie patronale est définie suivant les périodes: «*largement avant / immédiatement avant / dès le début / pendant / après la grève*». Parmi les différentes recommandations (parfois très détaillées: «*Se munir d'un Polaroid. Se munir d'un magnétophone discret. Prévoir véhicule de location avec équipement radio*» etc.): «*recenser et avoir des hommes de confiance sur chaque site. Connaître les appartenances syndicales des agents et leur degré de détermination. (...) Cibler les agents "très" déterminés. (...) Définir les "ac-*

tions soupapes" à laisser faire aux grévistes.», etc. Après la grève: «*Récompenser les hommes de confiance actifs lors de la grève. Avoir en tête les agents ayant fait des actes répréhensibles*», etc.

La CGT a également diffusé une directive de la direction rédigée le 15 décembre, où après avoir dénoncé un «*régime de terreur, pressions physiques et morales exercées par la CGT (1), problème qu'il faudra traiter en tant que tel, site par site*», il est précisé que devant les «*exactions du type piquet de grève avec blocage, occupation de locaux, pression en tout genre (...), aucune hésitation: constat, référé, sanctions sont à utiliser rapidement*».

La CGT a accompagné la diffusion de ces textes des gémissements habituels chez ceux dont l'idéal est la collaboration harmonieuse entre prolétaires et patrons: «*toute cette stratégie remet fondamentalement en cause l'exercice du droit de grève et des libertés individuelles, le droit d'expression, la reconnaissance de la citoyenneté dans l'entreprise (amen!). Si ça se passe dans le secteur public nationalisé comme EDF, qui n'a pas de tradition à la centralisation comme la SNCF, c'est que la société prend le virage d'un autoritarisme exacerbé dans le contexte d'un affrontement social élevé*».

Laissons les bonzes gémir sur les belles traditions de la collaboration entre les classes dont EDF était autrefois un symbole, protester d'être traités comme des adversaires et redouter l'époque des affrontements sociaux élevés. Ce sont les patrons qui parlent vrai: les relations entre prolétaires et patrons sont une guerre et il ne doit y avoir aucune confiance envers l'adversaire ni envers ceux qui prônent la coexistence pacifique avec lui. Les patrons préparent les futures batailles de cette guerre continue dans toutes les entreprises; la circulaire d'EDF n'est pas révélatrice d'un état d'esprit exceptionnel, elle décrit au contraire ce qui est la règle partout, même quand les patrons ne sont pas stupides au point d'écrire et de laisser traîner ce genre de documents, derrière tous les discours officiels sur la solidarité et la bonne entente entre salariés et dirigeants. Cette leçon de l'adversaire, les prolétaires devront l'entendre et y répondre en se préparant, eux aussi, à toutes les batailles quotidiennes avec la perspective de dépasser le combat défensif au jour le jour pour aller vers la guerre de classe offensive et généralisée pour détruire de fond en comble le système capitaliste.

LE PATRONAT VEUT DES SYNDICATS FORTS

La presse a rendu compte de deux textes du CNPF (qui, paraît-il, auraient dû rester confidentiels) exposant l'analyse que fait le patronat sur la situation syndicale en France. Ces textes ont été présentés lors d'un «*séminaire*» du Conseil exécutif du CNPF à la fin janvier (1). Selon «*Le Monde*» (11-12/2) les patrons présents auraient «*été interloqués de voir une sorte de mai 68 se traduire, le 21 décembre à l'Hôtel Matignon, par une victoire des représentants patronaux, qui ont obtenu qu'on n'y parle ni de salaires ni de temps de travail*». Mais lors de ces fameux «*sommet social*» de Matignon, les patrons avaient-ils vraiment des ad-

versaires? Les chefs syndicaux qui se sont précipités pour participer à cette mascarade voulaient avant tout montrer aux représentants du patronat et du gouvernement leur sens des responsabilités, après avoir fait la démonstration sur le terrain de leurs capacités de mobilisation et surtout de contrôle d'un mouvement de protestation aussi vaste. Les syndicats ne sont pas allés à Matignon pour essayer d'arracher des concessions aux patrons sous la menace de reprendre la lutte, mais pour se faire reconnaître comme interlocuteurs et partenaires irremplaçables de la mise en oeuvre de la politique économique bourgeoise, alors que le gouvernement Juppé avait voulu se passer d'eux.

Les membres du Conseil exécutif du patronat n'ont sans doute jamais douté que les syndicats soient des interlocuteurs et des partenaires, mais ils n'ont guère d'illusions sur leur regain d'influence à la suite des grèves de cet hiver; en effet ils «*ont été d'accord pour constater la crise des syndicats. Ils ont souligné que le regain de tension de la fin de l'année dernière cachait une fragilité dangereuse, car les responsables syndicaux sont coupés d'une base de plus en plus réduite, qui les perçoit comme des apparatchiks. La patronat vit, là encore, un paradoxe puisque il est contraint de négocier, au niveau interprofessionnel avec des organisations syndicales, tout en sachant qu'en cas d'explosion sociale, au plan national comme au niveau de l'entreprise, il risque de se retrouver devant des "collectifs" ou des "coordinations" inexpérimentés (sic), peu représentatifs d'autre chose que du coup de sang qui les motive (de quoi sont représentatifs les syndicats "expérimentés" "coupés de leurs bases"?) et souvent inspirés par des résurgences gauchistes*».

Si nous en venons maintenant aux textes d'analyse du CNPF, nous lisons que, selon les patrons, «*la France est le pays où il y a le plus de syndicats et les moins de syndiqués. (...) Au cours des 15 dernières années plus de la moitié des effectifs se sont évaporés, faisant passer le taux de syndicalisation de 22% en 1976, à 15% en 1985, et à 7 ou 8% aujourd'hui, avec une forte concentration dans le secteur public, ce taux ne dépassant guère 5% dans le secteur privé. (...) La récente crise a révélé des réalités un peu en sommeil: l'évanescence des adhérents n'a pas fait obstacle à la mobilisation; le syndicalisme contestataire a été remis en selle (...); la CGT a prouvé sa force et, surtout sa capacité de blocage*». Par ailleurs depuis 50 ans le syndicalisme a changé profondément reconnaît le CNPF; il est passé d'un «*syndicalisme d'adhérents payant une cotisation*» à un «*syndicalisme de mandatés*»: «*Les cotisations qui constituaient 80% des budgets des organisations en 1955, ne représentaient plus que 20% en 1990*». Dis-moi qui te paye, je te dirais qui tu sers! Les analystes du CNPF estiment que ce «*syndicalisme de rente*» rend les syndicats «*incontournables*» (ils sont intégrés par leurs innombrables mandats, subventions, participations aux organismes socio-économiques les plus divers, à l'organisation socio-politique de l'appareil productif bourgeois) mais a le grave défaut qu'ils «*perdent leur emprise sur les militants livrés à eux-mêmes*».

Les patrons font donc le constat d'abord que la diminution du nombre de syndiqués n'est pas synonyme de disparition de la lutte de classe; par conséquent il n'est pas possible de ne pas prendre en compte le syndicalisme dit «*contestataire*» - la CGT en premier lieu - si on ne veut pas risquer de blocages: les dirigeants syndicaux ont bel et bien fait la preuve de l'utilité de leur fonction aux yeux des patrons qui

auraient pu en douter. D'autant plus que dans un second texte les analystes patronaux s'inquiètent de l'apparition de tendances déstabilisatrices: la vague de grèves a révélé «*des acteurs nouveaux, des forces transversales, susceptibles d'inquiéter et de bousculer organisations et méthodes traditionnelles*», parmi lesquels «*l'irruption des syndicats autonomes regroupés dans le groupe des 10*», le «*réveil des trotskystes*» et des «*anarchistes de la CNT*»: «*Sur le terrain, les anciens cliques sont dépassés. Les "collectifs", faisant fi de toute étiquette syndicale, prennent de court des appareils désarçonnés*». Le texte classe ensuite les syndicats en deux pôles: l'un «*réformiste et européen*» autour de la

(Suite en page 8)

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ LA PRESSE INTERNATIONALE DU PARTI !

«le prolétaire»
«programme communiste»
«il comunista»
«el programa comunista»

ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ-VOUS, SOUSCRIVEZ !

Programme communiste

Revue théorique du Parti Communiste International
N°94 - Mai 95 - 25 F-(76 pages)

Sommaire

- Le nouveau désordre mondial: De la guerre froide à la paix froide et, en perspective, vers la troisième guerre mondiale.
- Histoire de la Gauche Communiste. La naissance du Parti Communiste d'Italie (1).
- La question de la reprise de la lutte de classe et les tâches des communistes (1). (Réunion de San Donà - déc. 1992)
- Le capitalisme soviétique en crise (Fin).
- C'est ainsi qu'est codifié le marxisme agraire
- A la mémoire d'un camarade de la vieille garde: Riccardo Salvador.
- Sur le fil du temps: La batrachomyomachie.

El programa comunista No 43 - Diciembre de 1995

- La burghesia ha celebrado la «Liberación» y el fin de la guerra mundial
- El capitalismo soviético en crisis (1)
- Siguiendo el hilo del tiempo: ¡ Para poner los puntos sobre las les!
- A la memoria de la vieja guardia

IL COMUNISTA (Bimestriale)

No 48 - Dicembre 1995

- Guerra e pace all'america
- I rischi sul lavoro aumentano, e la legge borghese pensa a «proteggere» prima di tutto i padroni
- I grandi scioperi del pubblico Impiego in Francia. Ognuno al suo posto: governo partitò e sindacati uniti per canalizzare gli scioperi
- Al lavoro come in guerra
- No alla trappola della difesa del servizio pubblico!
- L'economia capitalista mondiale verso una nuova recessione?
- Le crociate del Vaticano: sesso e castità
- Democrazia e fascismo: quale lotta per il proletario? (R.G. San Donà - Ottobre '94)
- 75 anni fa nasceva il PC d'Italia, sezione dell'IC
- Il condannato a morte Mumla Abu-Jamal

Les patrons et les luttes ouvrières

(Suite de la page 7)

CFDT, l'autre «*contestataire et anti-Maastrichtien*» comprenant FO et la CGT, cette dernière dirigée par un centre «*authentiquement conservateur*». Après avoir jugé que la création de syndicats-maisons («*type CSL*» - ce syndicat patronal de sinistre mémoire) «*est une illusion*», il estime que les entreprises devraient «*favoriser, chaque fois qu'elles le peuvent, la constitution d'un pôle réformiste, au delà des clivages d'appareils, en ne décourageant pas les hommes et les femmes de bonne volonté*»: en clair il faut essayer de trouver, dans les organisations syndicales qui existent et qu'elles qu'elles soient, des responsables à encourager (façon patronale de dire: des vendus), prêts à entériner sans hésitations et à faire passer sans discussions auprès des travailleurs les volontés des patrons.

C'est en réalité ce qui se passe tous les jours. Mais pour les patrons trop obtus qui verraient rouge à la vue de la CGT, le texte met les points sur les i: «*Tant que les représentants de la CGT ne tombent pas dans la violence et dans l'illégalité (cela ne doit pas arriver souvent!), mieux vaut tenter, dans des rapports corrects, d'effacer certains de leurs préjugés (c'est-à-dire les discours sur la défense des intérêts prolétariens) pour les amener éventuellement à ratifier des accords. L'expérience prouve que cela n'est pas impossible*». En effet, si FO est signataire de 73% des accords interprofessionnels et de branche, la CFDT de 55%, la CGT en signe presque la moitié: 46%. La contestation, sur le papier, des volontés patronales par la CGT n'est donc pas bien frouche. Quant à la contestation sur le terrain, par l'organisation de la lutte et de la résistance ouvrières, elle n'est le fait d'**aucun** de ces grands appareils syndicaux: les patrons ne le disent pas aussi ouvertement, mais cela se lit en filigrane dans leur inquiétude devant la «*faiblesse de (leurs) interlocuteurs syndicaux*»...

Nous voyons donc que si les patrons se félicitent que les grèves de cet hiver aient épargné le secteur privé, s'ils sont tout à fait conscients de la nécessité pour eux que la classe ouvrière soit encadrée par des organisations syndicales collaborationnistes (en reconnaissant qu'ils ne peuvent les créer eux-mêmes), ils ne se font aucune illusion sur la force retrouvée des grands appareils confédéraux. Au contraire ils parlent toujours de «*crise*» en ce qui les concerne et ils sont très attentifs à l'apparition d'organisations qui pourraient devenir les vecteurs de poussées prolétariennes incontrôlées. Nous ne croyons pas que les nouvelles organisations syndicales qui ont tendance à se développer actuellement en réaction aux grands appareils - du «*Groupe des 10*» à «*Sud-cheminots*» en passant par la CNT - les inquiètent vraiment; ce qu'ils y voient et qu'ils redoutent ce n'est pas encore le spectre de la renaissance de l'organisation prolétarienne classiste, mais le symptôme sûr de l'affaiblissement continu de leurs *partenaires* opportunistes classiques et donc de la difficulté croissante à contrôler le *front social*.

Les craintes des patrons sont une nouvelle confirmation que l'enjeu décisif des luttes futures portera sur la question de l'**organisation de classe** et de la lutte contre le collaborationnisme, question qui n'a pu être ni résolue ni même réellement posée dans les faits lors des dernières grèves, mais qui se pose cependant objectivement à tous les prolétaires conscients et soucieux de l'avenir de la lutte prolétarienne.

ALGERIE: Le rideau de fumée électoral n'a pu camoufler longtemps le dilemme: lutte ouvrière ou misère capitaliste

(Suite de la page 1)

par Zéroual et ont appelé à des négociations. Le FLN ensuite a entamé un processus de rapprochement avec le pouvoir dans le but de redevenir le parti gouvernemental. Le FFS, de son côté, semble avoir les plus grandes difficultés pour définir son attitude.

Le pouvoir, possédant donc pratiquement toutes les cartes en main, a choisi de ne rien faire. Un nouveau gouvernement a été formé, constitué de proches de Zéroual avec quelques strapontins accordés à des islamistes. Les élections législatives ont été renvoyées à plus tard. Les pressions sur la presse se sont encore renforcées avec l'institution de comités de lecture dans les imprimeries et les punitions contre les journaux publiant des informations qui déplaisent aux autorités. Le cycle infernal des attentats et de la répression bestiale a repris de plus belle, même si seuls les attentats les plus spectaculaires et les plus meurtriers arrivent à percer la chape de plomb de la censure.

Sur le plan économique les accords avec le FMI et la finance internationale ont permis à l'Etat algérien de recevoir des crédits importants en contrepartie de l'ouverture des gisements pétroliers aux investisseurs occidentaux, pour l'instant dans le cadre d'accords de «*joint-venture*», c'est-à-dire en association avec la société algérienne d'Etat Sonatrach. Les firmes pétrolières occidentales ne semblent en effet pas effrayées par la situation intérieure algérienne: la société italienne AGIP, l'espagnole CEPESA, l'américaine Mobil extraient d'ores et déjà du pétrole; la britannique BP vient de signer un très gros contrat de 3,5 milliards de dollars pour la production de gaz, tandis que de futurs accords seraient en négociation avec des firmes américaines et françaises: il est vrai que d'une part l'armée algérienne a jusqu'à présent pratiquement réussi à empêcher des actions islamistes dans les gisements pétroliers sahariens et que d'autre part les islamistes ont pour l'instant évité de s'attaquer aux intérêts anglo-américains - à la grande fureur des impérialistes français qui y voient la preuve d'une «*collusion*» de ceux-ci avec les islamistes dans le but de les éjecter d'Algérie!

Selon les «*recommandations*» des experts du FMI la «*libéralisation*» de l'économie devrait s'accélérer sous le nouveau gouvernement avec tout ce que cela signifie d'attaques contre la classe ouvrière et les masses déshéritées: suppression de subventions aux produits de première nécessité, liquidation d'entreprises d'Etat insuffisamment rentables, ventes au privé de celles qui peuvent intéresser des investisseurs lorsqu'il y en a, et de toutes façons une amélioration de la productivité de toutes par réduction du personnel et augmentation de l'exploitation, dévaluation de la monnaie qui provoque une hausse des prix de nombreux produits et marchandises de consommation courante. Bon nombre des entreprises algériennes seraient incapables de résister à la concurrence internationale provoquée par l'ouverture des frontières qui est l'objectif classique du FMI et par ailleurs une ouverture rapide porterait un coup sévère aux réseaux d'importations liés aux cercles dirigeants: c'est pourquoi le FMI semble avoir tran-

sigé sur ce point qui touche trop aux intérêts de la nomenklatura au pouvoir. Les masses algériennes continueront donc à connaître encore longtemps des prix absurdes élevés et des biens de consommation rares pour engraisser des couches purement parasitaires d'intermédiaires d'Etat ou de trafiquants du marché noir.

Bourgeois algériens et financiers internationaux sont donc tombés d'accord pour pressurer davantage encore les prolétaires. L'inflation aurait été de 31,7 % en 1992, 20,5 % en 1993 et 32,8 % en 1994, après la dévaluation de 40 % du dinar (chiffres du FMI); mais cette même année, les prix des produits alimentaires avaient augmenté de 46% en moyenne et de 110% pour les laitages. L'inflation qui s'était encore accélérée pendant les premiers mois de 95, serait finalement de 28% - seulement, si on peut dire! - pour l'année, mais elle est sans aucun doute supérieure pour des produits essentiels comme le pain ou le lait: en 5 ans le prix du pain a bondi de 1 à 7 dinars et celui du litre de lait de 1,5 à 18 dinars! Le taux de chômage est estimé à 22 % par le FMI, mais des estimations plus réalistes parlent de 30 % et chez les jeunes citadins le chômage est endémique. Pourtant les mesures d'assainissement et de libéralisation économique préconisées par les autorités devraient se traduire par le licenciement de dizaines de milliers de travailleurs (le chiffre de 200.000 est cité). D'autre part, en dépit de l'inflation galopante dont nous venons de parler, le salaire de centaines de milliers de travailleurs n'est payé par leurs entreprises qu'avec des retards pouvant atteindre plusieurs mois: les autorités ont reconnu que plus de 160.000 travailleurs du bâtiment (sur un total de 700.000) ne sont plus payés depuis plusieurs mois (par exemple les travailleurs de l'ECTA sont en grève depuis le mois de décembre pour toucher leurs salaires, impayés depuis juin).

GRÈVE GÉNÉRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE

Devant le mécontentement et les grèves des travailleurs de ces entreprises, le gouvernement crut trouver une manœuvre habile: il décida, au nom de la «*solidarité nationale*» une réduction de tous les salaires des employés des entreprises d'Etat dans le but de payer avec les sommes économisées les arriérés de salaire. Il pensait faire passer de cette façon la réduction de la masse salariale demandée par les milieux financiers internationaux dans le cadre des plans d'«*assainissement*» et d'«*ajustement*» du capitalisme algérien, en en faisant porter la responsabilité sur une partie de la classe ouvrière! La mesure gouvernementale prévoyait de diminuer de 4% en moyenne le salaire de deux millions et demi de travailleurs à partir d'un plancher de 6000 dinars (environ 700 FF) par mois: une journée de retenue de salaire pour les salaires compris entre 6000 et 10.000 dinars, deux jours de retenue pour les salaires supérieurs à 10.000 dinars, etc. On peut juger ce que vaut l'affirmation gouvernementale de ne pas toucher les bas salaires (le salaire minimum légal est de 4000 dinars) en rappelant qu'il y a trois ans le seuil de pauvreté avait été fixé à un revenu de 7000 dinars...

La mesure gouvernementale a provoqué une vague d'indignation parmi les prolétaires. L'argument de la solidarité nationale a été particulièrement mal senti car les journaux venaient de révéler qu'alors que les arriérés de salaire se montent à un total de 21 milliards, la fraude fiscale et l'évasion de capitaux commis par les bourgeois était évaluée à 400 milliards de dinars: voilà ce que signifie «*solidarité nationale*» pour les bourgeois...

Parmi les protestations, les journaux ont parlé de celles des dockers d'Alger qui avaient déjà connu une baisse de salaire 500 dinars en 95, et celle des travailleurs de l'usine d'automobile de Rouiba (zone industrielle d'Alger) qui se mettaient spontanément en grève. Selon un quotidien algérois: «*il a fallu l'intervention de l'organisation syndicale pour calmer les choses et fixer un délai d'une semaine à la centrale syndicale pour décider d'une action commune*» (1). Cela fait des mois que les dirigeants de l'UGTA parlaient de déclencher une grève générale (ou des grèves sectorielles comme chez les cheminots), mais ils en parlaient d'autant plus qu'ils voulaient à tout prix l'éviter après avoir signé avec le gouvernement un accord de gel des salaires. Face au mécontentement des travailleurs ils avaient déjà été contraints, après de longs atermoiements, d'appeler au mois de juin à une grève des travailleurs du pétrole, en l'orientant dans le sens de la défense de l'entreprise (la Sonatrach, filialisée, et qui sera peut-être partiellement privatisée pour satisfaire les appétits du capitalisme étranger). Ils n'avaient plus maintenant de possibilité de reculer et ils durent lancer le mot d'ordre de grève générale de la Fonction Publique (dont font partie la très grande majorité des prolétaires algériens), d'autant plus que les syndicats autonomes venaient de lancer un appel à la grève.

Pendant 48 heures le pays a été profondément affecté par ce qui a été la plus grande grève de l'histoire de l'Algérie. Le mouvement a été très largement suivi, aussi bien dans les grands centres industriels d'Alger, Arzew, Skikda, Constantine ou Annaba, dans les transports (trains, bus, avions), que dans les administrations (et même à la télévision) ou dans le secteur pétrolier et l'électricité. Le succès de la grève a été certainement facilité par le sentiment d'unanimité né de la condamnation par tous les partis et les journaux des diminutions de salaire. Mais en dépit de cette ambiguïté, la capacité des prolétaires à entrer en grève en dépit du climat de terreur provoqué par la répression sauvage des forces militaires et para-militaires gouvernementales ainsi que par les terribles attentats islamistes, est cependant de bon augure pour l'avenir. C'est la démonstration en pratique qu'il existe une autre voie que la résignation devant l'ordre établi ou l'impasse sanglante de l'intégrisme réactionnaire, la voie de la reprise de la lutte prolétarienne.

Cette voie n'est cependant pas facile et les travailleurs ne peuvent avoir aucune illusion dans l'UGTA. La direction du syndicat n'a pas changé de nature après son appel à la grève; si elle affirme avoir décidé d'une nouvelle grève, elle s'est bien gardé d'en fixer la date. Il ne s'agit pour elle que de faire

Algérie ...

retomber la pression et laisser au gouvernement le temps de trouver une solution plus commode pour continuer ses attaques anti-prolétariennes. En outre l'arrestation de certains militants syndicaux correspond aux avertissements plusieurs fois répétés de la bonzerie contre les militants coupables d'accorder une oreille attentive aux revendications des prolétaires: «Il ne suffit pas de refuser pour refuser. Il est impératif que le refus soit soutenu par une culture économique qui arme le militant syndicaliste et lui permet d'affronter la situation de crise, de présenter l'alternative et de mobiliser les travailleurs, sur la base d'un programme et d'une ligne claire loin de l'aventurisme et du tapage». Pour ceux qui n'ont pas en désaccord, il restera à «assainir nos rangs (...). Ainsi l'organisation syndicale peut lever la couverture syndicale sur quiconque, parmi nous, qui instrumente l'action syndicale dans le but de provoquer le mécontentement et la colère pour les retourner contre l'UGTA (...).» (2). Ce genre de déclarations vise à mettre au pas les quelques responsables syndicaux intermédiaires (comme à Alger ou Tizi-Ouzou) qui, parce qu'ils ressentent directement la colère prolétarienne, poussent la direction à prendre une attitude plus indépendante par rapport au pouvoir et à refuser de signer le pacte social proposé par le gouvernement sans avoir quelques contreparties à présenter aux travailleurs. Ce n'est pas cette voie que peut prendre l'UGTA. Après avoir discuté avec le gouvernement, elle vient d'annoncer le retrait de sa «décision» d'organiser une nouvelle grève: en effet le gouvernement a consenti à relever à 10.000 dinars le plancher pour les retenues de salaire; en outre ces retenues sont transformées ... en «emprunts» obligatoires souscrits par les travailleurs!

Les prolétaires algériens sont sans aucun doute dans une situation difficile; les baisses de salaire et les augmentations du chômage subies ces dernières années ne sont qu'un avant-goût de ce que leur réservent les capitalistes locaux et internationaux. La voie réactionnaire du terrorisme islamiste, qui a de nombreux partisans parmi la masse énorme des chômeurs et des déshérités désespérés, est encore un obstacle sérieux pour que la volonté de lutter contre une situation intolérable et la haine envers les privilégiés, nourries par l'acuité des contradictions sociales, se traduisent dans le développement de l'action revendicative et de la lutte prolétarienne. La sauvagerie de la répression étatique a pour fonction d'intimider les prolétaires en leur montrant ce qu'ils risquent s'ils s'avisent de s'attaquer à la classe dirigeante et à ses institutions. Mais la solution bourgeoise de conciliation des intérêts divers dans le mécanisme démocratique électoral s'est révélée être une pure illusion. Les élections ont été un succès, Zéroual a été élu et le pouvoir a aussitôt redoublé les coups contre les prolétaires. Le rideau de fumée électoral une fois dissipé, il ne reste plus que l'alternative réelle: ou reprise de la lutte prolétarienne, ou résignation permanente à la misère croissante et à l'horreur grandissante de l'exploitation capitaliste. La grève des 13 et 14 février est le premier signe que les prolétaires algériens commencent à en être conscients.

Exploitation impérialiste et répression au Nigéria (Fin)

(La première partie de cet article est parue dans le numéro 434 du «prolétaire»)

DES GRÈVES DE L'ÉTÉ 94 AUX PENDAISONS DE L'AUTOMNE 95

Si le développement capitaliste est faible au Nigéria (47% de la population active est employée dans l'agriculture, le plus souvent dans une agriculture de simple subsistance, tandis que 16% seulement sont employés dans l'industrie et les mines), il existe cependant un prolétariat moderne et combatif. Avant la crise de l'été 94, les fonctionnaires nigériens venaient de remporter une victoire à la suite d'un mouvement de grève: 46 % d'augmentation des salaires. Lors de la confrontation avec le gouvernement Abacha, ce sont les prolétaires qui furent à la pointe de la lutte. Le 22 juin 94 Abiola était arrêté et la CD (Campaign for Democracy) appelait à des actions de désobéissance civile et des manifestations pour sa libération et son installation à la présidence. Le 4 juillet la grève était déclenchée par les syndicats Nupeng (National Union of Petroleum and Gas Workers, Syndicat des ouvriers du pétrole et du gaz) et Pengassan (employés) dans les installations pétrolières du sud. Pendant deux mois la grève sera quasi totale dans la région et les affrontements fréquents dans les agglomérations et bourgades où vivent les travailleurs du pétrole, au point que la Shell mettra en garde le gouvernement contre la tentation de faire donner l'armée par peur des destructions qui pourraient être commises par les travailleurs. La grève sera également suivie dans certains secteurs de la grande métropole du sud, Lagos, qui compte 8 à 10 millions d'habitants (notamment le secteur bancaire) avec là aussi des affrontements attribués par les bourgeois aux *aera boys*, le lumpen-prolétariat. Mais ce sont bien des travailleurs sachant ce qu'ils faisaient qui incendièrent dans la ville de Benin-City un hôtel appartenant au Ministre du Travail ou qui tombèrent sous les balles de la police à Lagos à la mi-juillet. Au début du mois d'août la Confédération syndicale Nigeria Labour Congress, qui coiffe les syndicats de branche existants et revendique 3,5 millions d'adhérents (notamment dans les secteurs des hôpitaux, de l'électricité, de la voirie, de l'eau, des transports, etc.) appelait à la grève générale pour la libération d'Abiola et pour la démocratie. Il faut savoir que cette NLC a été mise sur pied à la fin des années 70 par les militaires pour contrôler les syndicats et qu'elle a toujours fidèlement servi les différents gouvernements successifs (au point que les américains, dans le cadre de leurs sanctions contre le gouvernement Abacha, avaient refusé d'accorder un visa aux dirigeants de la NLC en raison de leur soutien à celui-ci). L'attitude des super-bonzes de la NLC s'explique sans doute moins par la pression prolétarienne que par les rumeurs d'une libération imminente d'Abiola par les militaires et les pressions de l'«aile modérée» du gouvernement pour un compromis avec l'opposition.

Mais au contraire, le 18 août le gouvernement annonçait la destitution des directions de la NLC - bien qu'elle ait retiré son mot d'ordre de grève générale -, de Nupeng et de Pengassan et occupait leurs locaux. Plusieurs dizaines de dirigeants syndicaux et politi-

ques d'opposition étaient arrêtés, plusieurs journaux (y compris ceux d'un ministre en exercice du clan «modéré») étaient fermés et le gouvernement décrétait la reprise du travail le 22 août sous peine de licenciement des grévistes. Malgré tout la grève continuait, mais il était clair que les perspectives des dirigeants du mouvement - faire fléchir les militaires - ne pouvaient plus être atteints. Le 4 septembre les dirigeants de Nupeng et Pengassan décidaient de «suspendre» l'action «dans l'intérêt des masses souffrantes, (...) de l'économie et de l'industrie pétrolière» (1) et appelaient à la reprise immédiate du travail.

Malgré la détermination des travailleurs, la grève se soldait par la victoire du gouvernement militaire. Sans doute les travailleurs n'avaient pas réussi à arrêter les exportations de pétrole: à l'aide du personnel expatrié les compagnies avaient pu continuer l'exploitation des puits *offshore* (c'est-à-dire en pleine mer). Et si les deux principales raffineries avaient été arrêtées, la troisième, à Kaduna, la grande ville du nord, n'a jamais cessé de fonctionner. On voit là les limites du mouvement de grève contre la dictature militaire qui n'a jamais pu s'étendre à tout le pays et qui, même dans le sud, ne s'est élargi que de façon sporadique à d'autres secteurs que l'industrie pétrolière. Sans sous-estimer les difficultés considérables pour le déclenchement d'un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière, il est clair que la cause essentielle de l'échec de l'extension du conflit résidait dans le fait que le mouvement s'était mis au service d'intérêts bourgeois. Se lancer dans une lutte difficile et hasardeuse avec comme seul objectif de faire arriver au pouvoir un milliardaire du sud qui n'avait pas cessé une minute de soutenir le régime militaire précédent, n'était pas une perspective très mobilisatrice pour les prolétaires du centre et du nord, abreuvés en outre en permanence de propagande religieuse et ethnique régionaliste. Inévitablement les divisions ethniques, religieuses et régionales de la classe ouvrière sont sorties renforcées de ce mouvement sous orientation bourgeoise.

La leçon est claire: l'inter-classisme, l'alliance entre bourgeois et prolétaires au nom de la démocratie, se fait toujours au détriment des intérêts prolétariens et ne peut amener que la défaite pour la classe ouvrière.

Conforté par sa victoire sur les grévistes, le pouvoir s'employa à se rapprocher des institutions financières internationales et à dissiper les difficultés de ses relations avec l'impérialisme anglo-américain. Mais alors que le FMI et les milieux capitalistes internationaux se félicitaient au début de l'année 95 des bonnes intentions du gouvernement d'Abacha, une nouvelle affaire est venue assombrir les relations avec Londres et Washington. Le pouvoir annonçait la découverte d'un complot militaire et l'arrestation de plusieurs dizaines de personnalités (un ancien président, des responsables militaires de haut rang, y compris certains qui avaient permis la venue d'Abacha au pouvoir, et, pour faire bonne mesure, des dirigeants de l'opposition démocratique); en juillet après des procès expéditifs, des condamnations à mort ou de très lourdes peines étaient prononcées contre les accusés. Les réactions impérialistes furent immédiates: le secrétaire

général de l'ONU, le pape, l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine), et surtout les gouvernements britannique et américain (avec un appel téléphonique de Clinton à Abacha) demandèrent au gouvernement nigérien de revenir sur sa décision. Après avoir essayé maladroitement de résister - il était allé jusqu'à menacer de s'en prendre aux intérêts de la Shell si le gouvernement britannique ne cessait pas ses critiques ce qui lui valait en retour la menace d'un boycott du pétrole nigérien - le gouvernement Abacha acceptait de commuer les peines des condamnés.

LA STABILITÉ DU NIGÉRIA, PRINCIPAL SOUCI DE L'IMPÉRIALISME

Mais quelques semaines à peine plus tard le même gouvernement n'hésitait pas à condamner à mort et à pendre les chefs du mouvement des Ogonis. Ni le pape, ni Boutros-Ghali n'étaient intervenus; Clinton n'avait pas téléphoné, le gouvernement britannique n'avait pas parlé de sanctions économiques éventuelles (et le gouvernement français s'était fait remarquer par son silence complet). Après les pendaisons, tous condamnèrent sans doute le forfait avec des trémolos dans la voix et annoncèrent des sanctions de divers types, mais sans efficacité réelle. Les européens, lors du Conseil des ministres de l'Union européenne de novembre, ont écarté toute idée de boycott des produits pétroliers nigériens parce que ce n'aurait d'autre effet que de priver l'Europe d'une source d'approvisionnement, et toute idée de gel des avoirs financiers des membres du gouvernement nigérien parce que ce serait faire courir un risque aux intérêts européens au Nigéria... Les américains ont réaffirmé leur ligne définie par le sous-secrétaire d'Etat aux affaires africaines d'opposition à un boycott qui risquerait d'entraîner des troubles internes au pays ce qui «serait néfaste aux intérêts des Etats-Unis et aux pays de l'Afrique de l'Ouest. Notre principal intérêt est que le Nigéria soit un pays stable et démocratique avec lequel les Etats-Unis puissent poursuivre des relations de coopération. Nous ne souhaitons pas que le Nigéria devienne un Etat paria» (1).

Ken Saro-Wiwa et son organisation Mosop étaient des trouble-fêtes qui avaient osé résister à Shell et qui demandaient l'autonomie de leur région ou au moins de substantiels dédommagements des compagnies pétrolières. L'impérialisme ne peut verser sur eux que des larmes de crocodile. Par contre les prétendus conjurés étaient soit des hommes qui avaient donné par le passé toutes les preuves de fidélité envers les intérêts impérialistes, soit des représentants de secteurs bourgeois les plus divers - non seulement du sud-ouest, ou de la bourgeoisie chrétienne, mais même des représentants de cercles musulmans bourgeois du nord - qu'Abacha veut écarter du pouvoir. Depuis son arrivée au pouvoir la clique dirigeante n'a cessé de voir son assise politique se restreindre, au point de se réduire actuellement quasiment à la seule «mafia de Kaduna», groupe restreint ultra-conservateur qu'il serait erroné d'identifier à l'ensemble de la bourgeoisie du nord. Les puissances impérialistes ont vu dans l'affaire du complot le risque

(Suite en page 10)

(1) D'après «Le Matin», cité par «Lutte Ouvrière» n°1441 (16/2/96).

(2) Déclaration de Benhamouda à la commission nationale exécutive de l'UGTA, «La Nation», 6/6/95.

Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde

ROUMANIE

La Roumanie a connu son hiver le plus froid depuis 25 ans, mais la température sociale ne cesse de monter dans le pays, en même temps que font rage les effets de la crise économique. Fin février des milliers d'ouvriers ont manifesté à Bucarest et dans d'autres villes. Dans la capitale ce sont les ouvriers de l'entreprise métallurgique Faur qui ont manifesté aux cris de «A bas le gouvernement» et «nous voulons travailler et pas mendier» pour protester contre le chômage technique qui frappe la plupart des 8.000 travailleurs de cette entreprise, causant une baisse de 40% de leurs salaires.

A Tirgoviste 6.000 travailleurs sur les 8.300 employés par les hauts fourneaux de cette ville ont été mis en chômage technique après que l'entreprise se soit révélée virtuellement en faillite. Les coupures d'électricité décidées par le gouvernement qui ne dispose plus de réserves monétaires pour importer du pétrole ont causé la fermeture temporaire de nombreuses entreprises et la mise en chômage technique de leurs employés. Le gouvernement prétend que les rigueurs inhabituelles de l'hiver sont responsables de la situation, mais la population a tôt fait de faire le parallèle avec l'époque de

Ceausescu où les coupures de courant étaient la règle en hiver pour économiser les précieuses devises: qu'il soit dirigé par des démocrates ou des totalitaires le capitalisme roumain a l'habitude de faire geler les prolétaires pour sauvegarder sa santé. Et il ne s'agit pas d'une image littéraire: plus de 150 personnes sont mortes de froid cet hiver à Bucarest.

A Craiova les ouvriers de la firme Rodae Automobile ont mené une grève d'une semaine qui a eu beaucoup de retentissement car cette firme est l'un des plus gros investissements étrangers - en l'occurrence la société coréenne Daewoo - dans un pays désespérément avide d'attirer les capitaux internationaux. L'entreprise a été créée il y a un an et doit commencer à produire des voitures au mois d'avril. Les grévistes réclamaient un salaire journalier de 8 \$ par jour (environ 45 FF) et une indexation mensuelle des salaires dans le nouveau contrat de travail qui doit entrer en vigueur en avril. Le patron coréen de l'entreprise s'est plaint d'avoir été accueilli par des centaines de grévistes criant «Retourne en Corée» et menaçant de faire sauter l'usine! Devant le scandale, le tribunal de Craiova a déclaré la grève illégale et le président Iliescu est intervenu en personne pour demander aux ouvriers de reprendre le travail. Le syndicat décréta la reprise du travail et les discussions

avec les patrons se sont engagées, après que, selon un communiqué patronal, les «incompréhensions mutuelles» aient été dissipées...

Les «incompréhensions» entre prolétaires et patrons semblent plus difficiles à dissiper dans le cas de la grève du métro de Bucarest, bien que là aussi le syndicat paraît avoir fait son possible pour freiner les grévistes. La grève a été déclenchée le 4 mars sur la revendication d'une hausse de 28% des salaires pour les 6 premiers mois de l'année. Le 6 mars le tribunal déclarait la grève illégale pour une période de 75 jours, mais le syndicat n'avait même pas attendu la décision de justice pour appeler à la reprise du travail! Cependant une majorité des 6200 travailleurs décidait de continuer la grève. Le 11 mars le gouvernement menaçait de révoquer immédiatement tous les travailleurs qui n'auraient pas repris le travail avant minuit. Seuls quelques centaines de travailleurs obtempéraient et le gouvernement annonçait le licenciement de tous les grévistes, la mise en place de transports de substitution (camions et autobus de l'armée et de la police) le temps que de nouveaux employés soient embauchés.

Pour tenter de diviser les prolétaires entre eux il affirmait aussi que ces nouveaux embauchés seraient choisis en priorité parmi les travailleurs récemment licenciés par les chemins de

fer roumains dans le cadre de leur politique de restructuration. Finalement les grévistes capitulèrent et le 15 février la reprise du travail était générale sur toutes les lignes du métro. La presse a rapporté une déclaration amère d'un gréviste: «Nous n'avons rien obtenu, pas d'augmentation de salaire, pas d'amélioration de nos conditions de travail misérables».

Il est sûr que le gouvernement va utiliser cette victoire pour résister aux menaces de grève signalées chez les dockers, le personnel hospitalier, et le personnel des aéroports. Depuis la démocratisation du pays les experts eux-mêmes évaluent à 30% en moyenne la baisse du salaire réel des prolétaires (ceux qui ne sont pas au chômage). Après l'échec de la grève du métro il est tout à fait clair qu'un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière serait nécessaire pour résister à cette attaque capitaliste et éviter que les prolétaires soient battus dans des combats isolés les uns des autres. Mais il est également certain que les organisations syndicales, nouvelles ou renouvelées, mais toutes liées aux différents partis politiques de la scène bourgeoise, sont opposées à cette perspective classiste et anti-démocratique. Le prolétariat roumain, qui n'a pas dit son dernier mot, devra lui aussi apprendre qui sont ses ennemis et retrouver la voie de l'organisation de classe.

Exploitation impérialiste et répression au Nigéria (Fin)

(Suite de la page 9)

que les rivalités régionales atteignent un point de non-retour au sein de l'armée, pilier fondamental de l'Etat dans toute société bourgeoise. Et c'est pourquoi ils ont alors réagi pour empêcher l'irréparable, c'est-à-dire pour préserver autant que faire se peut l'unité de l'armée nigérienne, rempart irremplaçable de l'ordre capitaliste et de l'exploitation impérialiste dans ce pays.

Venant après le recul dans cette affaire, l'exécution des dirigeants du Mosop - comme par ailleurs l'exécution publique de dizaines de voleurs et de criminels - avait pour but de donner une image de gouvernement fort, tant vis-à-vis des masses laborieuses que des secteurs bourgeois irrités par le comportement de la clique au pouvoir. Pour l'impérialisme il ne s'agissait plus alors que d'un problème de politique intérieure sans importance vitale qui pouvait seulement servir à faire pression sur le gouvernement; la résolution des ministres européens le dit bien: des sanctions réelles ne seront envisagées que si la situation s'aggrave - pour les intérêts impérialistes, s'entend - au Nigéria. Les Ogonis sont un groupe ethnique de 500.000 personnes environ vivant dans une région côtière du sud-est qui est parmi les plus anciennes zones d'extraction du pétrole. Non seulement les habitants n'ont en rien profité de la manne pétrolière, mais des années d'exploitation par la Shell ont ravagé l'environnement et ruiné l'activité paysanne: les capitalistes européens de la Shell

se moquent tout autant des conséquences catastrophiques de leurs activités sur l'environnement et la santé des populations que les prétendus «socialistes» russes dont les médias aiment nous compter de temps à autre les méfaits dans les champs pétrolifères du Caucase ou de Sibérie. Pour le capital en effet, quel que soit sa nationalité ou son déguisement idéologique, la seule chose qui compte c'est le taux de profit.

Face aux protestations locales, la Shell usait de la carotte et du bâton. La carotte consistait à payer quelques chefs traditionnels (c'est le meurtre de quelques uns de ces chefs qui sera reproché au Mosop et vaudra les pendaisons de ses dirigeants, bien que ceux-ci aient condamné les meurtres); le bâton, beaucoup plus employé, consistait à renforcer son personnel de «sécurité», à dresser les uns contre les autres les ethnies vivant dans la région et à faire effectuer des raids punitifs par l'armée dans les villages Ogonis. En novembre 90 dans la bourgade de Umuchem la répression par la police d'une manifestation contre la Shell fit 46 morts. En décembre 1993 l'armée lança des attaques contre des villages; ordre avait été donné aux soldats de tuer tous ceux qu'ils rencontreraient en leur affirmant qu'il s'agissait d'envahisseurs camerounais. Les Ogonis habitant les bidonvilles de Port Harcourt (la capitale de la région et important centre pétrolier) qui protestaient contre ces exactions furent violemment réprimés par l'armée et la police qui firent 60 morts. En dépit de cette répression bestiale le mécontentement s'étend à d'autres groupes de population et touchent d'autres compagnies. Les habitants répliquent par des actes de sabotage et des attaques sporadiques contre le personnel des compagnies pétrolières. En 1992 les compagnies pétrolières signalaient 158 de ces «incidents» qui avaient causé près de 14 millions de dollars de dégâts et causé la perte de 9 millions de barils de pétrole. 118 derricks de pétrole avaient

dû être fermés (55 pour la Shell, 27 pour AGIP et 28 pour Chevron). En 1993 la Shell perdait 12 millions de barils de pétrole dont 8 en pays Ogoni dont elle se retirait complètement au printemps de cette même année. Nous avons vu que Shell n'était pas la seule à être attaquée; le 4 octobre 93 des habitants de 17 villages Ogba attaquaient des plate-formes de Elf et AGIP causant plus de 150 millions de dollars de dégât. Agip a été aussi la cible d'attaques en 93 à Obama, Clough Creek et Forcados, etc., etc. Le 4 janvier 1993 une marche pacifique réunissait environ 100.000 Ogonis; en mai 93 alors que la région était quadrillée par l'armée le gouvernement Babangida promulgua un décret punissant de la peine de mort tous ceux qui menaçaient l'unité du pays. Il était clair que le Mosop - bien que ce mouvement ait toujours prôné le pacifisme - était visé. Depuis cette date on estime que la répression de l'armée et les attaques d'autres ethnies suscitées par les autorités contre les Ogonis ont fait un millier de morts et provoqué la fuite de 20.000 personnes.

Il n'y a pas de doute que les compagnies pétrolières ont poussé et poussent l'Etat nigérian à faire cesser l'agitation des populations locales qui perturbent leurs très lucratives activités. Il est donc facile de voir que les grands Etats impérialistes ne vont pas punir les autorités nigériennes parce qu'elles font ce qu'on leur demande, même si c'est de façon particulièrement grossière et maladroite. Mais, avec un cynisme sans bornes, les neuf pendus sont utilisés, dans une grande campagne internationale d'opinion, par les défenseurs bourgeois des droits de l'homme - ceux-là même qui n'avaient pas un mot lorsque des dizaines de prolétaires anonymes tombaient sous les balles en 94, dans un combat que leurs chefs syndicaux détournait de ses buts naturels de classe - pour arracher des concessions sur la garantie des investisse-

ments ou les droits d'exploitation du pétrole.

Isolé sur le plan intérieur, le régime Abacha a cependant montré son utilité et sa force à l'impérialisme contre la classe ouvrière et les masses déshéritées. Celles-ci ne peuvent rien attendre des hypocrites déclarations humanitaires de l'impérialisme. Mais elles n'ont rien à attendre non plus d'alliances contre nature avec leur propre bourgeoisie, ou avec certains secteurs de celle-ci. Leur seule force, elles la trouveront dans leur combat de classe prolétarien contre toutes les classes et fractions de classe bourgeoises, en union avec le prolétariat des autres pays. Cette perspective ne peut être immédiate; elle implique nécessairement avec la renaissance d'organisations classistes pour mener la lutte quotidienne de défense contre le capitalisme, la renaissance de l'organe dirigeant de cette lutte, le parti de classe, communiste et international, qui unifie la classe ouvrière par delà les frontières d'ethnies et de nationalités et la mène jusqu'à l'affrontement final avec l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat. C'est pourtant la seule perspective réaliste, au Nigéria et partout.

(1) Déclaration de George Moose au Comité des relations étrangères du Sénat américain, 20/7/95.

En marge du centenaire de la mort d'Engels Pour la défense du marxisme ! (3)

Par manque de place dans ce numéro, la troisième partie de notre article paraîtra dans le prochain numéro du journal.